

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

RAPPORT FINANCIER
et
ÉTATS FINANCIERS VÉRIFIÉS
de l'exercice terminé le 31 décembre 1981
et
RAPPORT DU COMITÉ
DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-SEPTIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 5B (A/37/5/Add.2)



NATIONS UNIES

New York, 1982

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
SIGLES	vi
LETTRE D'ENVOI	vii
PREMIERE PARTIE. FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE	
I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1981	2
II. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	7
III. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	13
IV. COMMENTAIRES DU DIRECTEUR GENERAL DU FISE SUR LES OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	14
V. ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1981	17
Etat I. Etat comparatif des recettes et des dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1981	18
Etat II. Etat comparatif de l'actif et du passif et situation financière au 31 décembre 1981	19
Etat III. Engagements de 1981 (récapitulation de l'état IV)	20
Etat IV. Coopération au titre des programmes : état des engagements, des dépenses et des soldes inutilisés des engagements à imputer sur la masse commune des ressources et les fonds supplémentaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 1981 .	21
Etat V. Services administratifs et d'appui aux programmes : état récapitulatif des engagements budgétaires, des dépenses engagées et des soldes inutilisés pour l'exercice terminé le 31 décembre 1981	25
Notes relatives aux états financiers	27
Récapitulation de principes comptables importants	30
Tableaux relatifs aux états financiers	33
Tableau 1. Contributions reçues ou annoncées pour l'exercice terminé le 31 décembre 1981 (à l'exclusion des contributions à l'opération de secours au Kampuchea)	33
Tableau 2. Contributions à l'opération de secours au Kampuchea	36
Tableau 3. Autres recettes : chiffres pour 1981 et chiffres correspondants de 1980	37

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
Tableau 4. Disponibilités au 31 décembre 1981	38
Tableau 5. Contributions à la masse commune des ressources et aux fonds supplémentaires à recevoir au 31 décembre 1981	39
Tableau 6. Sommes à recevoir, avances et dépôts : chiffres pour 1981 et chiffres correspondants de 1980	41
Tableau 7. Stocks : chiffres pour 1981 et chiffres correspondants de 1980	42
Tableau 8. Contributions afférentes à des exercices futurs annoncées d'avance, au 31 décembre 1981	43
Tableau 9. Sommes à payer et autres engagements non réglés : chiffres pour 1981 et chiffres correspondants de 1980	44
Tableau 10. Fonds d'affectation spéciale pour les achats et services remboursables (récapitulation des opérations de 1981)	45

APPENDICE DE LA PREMIERE PARTIE

Renseignements statistiques et autres	47
---	----

DEUXIEME PARTIE. OPERATION CARTES DE VOEUX

AVANT-PROPOS	56
RESUME	57
I. APERCU DE LA CAMPAGNE DE 1980	58
Tableau 1. Tableau récapitulatif de l'Opération cartes de voeux (les dépenses, variables et fixes, sont ventilées par fonction)	60
Tableau 2. Récapitulation des résultats de la campagne de 1980 et comparaison avec les résultats ajustés sur la base des taux de change initialement prévus et avec le budget approuvé ...	61
Tableau 3. Recettes brutes provenant des ventes de 1980 et nombre de cartes vendues et chiffres comparatifs pour 1979 (par régions et principaux pays de vente)	62
Tableau 4. Recettes brutes dans les principaux pays de vente par rapport au chiffre de la population : chiffres de la campagne de 1980 et chiffres comparatifs de la campagne de 1979	64

TABLE DES MATIERES (fin)

	<u>Pages</u>
II. ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINE LE 30 AVRIL 1981	65
<u>Etat I.</u> Etat comparatif des recettes et des dépenses de la campagne terminée le 30 avril 1981	65
<u>Etat II.</u> Etat comparatif de l'actif et du passif au 30 avril 1981	66
<u>Etat III.</u> Dépenses autorisées et dépenses engagées pour l'exercice terminé le 30 avril 1981 et soldes inutilisés à cette date ...	67
Notes relatives aux états financiers	69
Récapitulation de principes comptables importants	70
Tableaux relatifs aux états financiers	71
Tableau 1. Tableau comparatif des recettes brutes, du revenu d'exploitation net et de l'excédent des recettes sur les dépenses	71
Tableau 2. Autres recettes de la campagne de 1980 et chiffres comparatifs de la campagne de 1979	72
Tableau 3. Stocks au 30 avril 1981 et chiffres comparatifs de l'exercice précédent	73
Tableau 4. Mouvement des stocks de cartes finies : campagne de 1980	74

SIGLES

FENU	Fonds d'équipement des Nations Unies
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
OMS	Organisation mondiale de la santé
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OPS	Organisation panaméricaine de la santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
Unesco	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient

LETTRE D'ENVOI

Le 16 juin 1982

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, y compris l'Opération cartes de vœux, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1981. Le Comité des commissaires aux comptes les a examinés et l'opinion des commissaires aux comptes est jointe auxdits états.

Je vous prie de bien vouloir trouver également ci-joint le rapport du Comité sur les comptes susmentionnés.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Premier Président de la Cour des
comptes de Belgique,

Président du Comité des commissaires aux
comptes de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) H. VREBOS

Monsieur le Président de l'Assemblée
générale des Nations Unies
New York

Première partie

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

I. RAPPORT FINANCIER POUR L'EXERCICE TERMINE LE 31 DECEMBRE 1981

1. Le Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance présente ci-après le rapport financier annuel sur les comptes du FISE pour l'exercice terminé le 31 décembre 1981, qui comporte cinq états et 10 tableaux. Le rapport donne des renseignements détaillés sur les résultats financiers des opérations du FISE en 1981. Malgré la situation économique généralement difficile en 1981, ses activités, portant sur des programmes exécutés dans 111 pays, ont enregistré une croissance positive.

Résumé

2. Si l'on ne tient pas compte des activités spéciales de l'opération de secours d'urgence au Kampuchea, il y a eu une croissance des programmes aussi bien en termes réels qu'en termes nominaux.

	<u>Croissance nominale</u>			<u>Aux prix fixes de 1980 1/</u>		
	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>%</u>	<u>1980</u>	<u>1981</u>	<u>%</u>
(En millions de dollars des Etats-Unis)						
<u>Recettes</u> (après ajustement pour fluctuations du taux de change)	259	268	+4	259	284	+10
<u>Dépenses</u> (pour les programmes et le budget)	265	265	-	265	281	+ 6

3. En 1981, l'Opération humanitaire des Nations Unies entraînée par l'évolution de la situation au Kampuchea, dont l'organisme responsable était le FISE, a commencé à se ralentir. Les apports financiers du FISE à l'Opération étaient les suivants :

	<u>1980</u>	<u>1981</u>
(En millions de dollars des Etats-Unis)		
<u>Opération de secours d'urgence au Kampuchea</u>		
Recettes	54	23
Dépenses	49	27

4. Par conséquent, le bilan financier total en termes nominaux s'établit comme suit, par rapport à 1980 :

	<u>1980</u>	<u>1981</u>
(En millions de dollars des Etats-Unis)		
Recettes	313	291
Dépenses	314	292

5. Il y a eu en 1981 un accroissement réel et positif des contributions versées en monnaies nationales, encore que du fait des cours élevés du dollar, qui se sont maintenues pendant toute l'année, le montant des recettes en dollars ait été nettement moins élevé que prévu.

6. Le FISE a pour politique de maintenir sa réserve de liquidités au niveau le plus bas que permette la prudence afin d'utiliser au maximum l'argent qu'il reçoit. En fait, l'excédent des dépenses totales par rapport aux recettes totales en 1981 a été d'environ 1,7 million de dollars. Ce dépassement, ainsi que le raffermissement du cours du dollar des Etats-Unis en 1981, ont provoqué une baisse inhabituelle de la réserve de liquidités. Il est nécessaire de reconstituer cette réserve de liquidités de sorte qu'elle couvre pendant un mois les paiements à prélever sur la masse commune des ressources à la période de l'année où celle-ci atteint son niveau le plus bas. Afin de garantir l'exécution continue des programmes, le Conseil d'administration a décidé à sa session d'octobre 1981 de reconstituer cette réserve sur une période de trois ans, c'est-à-dire d'ici à 1985.

Recettes

7. Le total des recettes en 1981, à l'exclusion des contributions pour les opérations de secours d'urgence au Kampuchea, s'est élevé à 268 millions de dollars. Même en dollars, cela représentait par rapport à 1980 une augmentation de 9 millions, soit 4 p. 100. Les recettes provenaient pour 75 p. 100 des gouvernements, 20 p. 100 de sources privées (campagnes de collecte de fonds, bénéfiques retirés de l'Opération cartes de vœux et dons particuliers), 1 p. 100 du système des Nations Unies et 4 p. 100 de sources diverses, proportions généralement conformes à ce qui est une tendance assez bien marquée de la répartition entre les sources des recettes du FISE. Les recettes destinées à la masse commune des ressources se sont chiffrées à 218 millions de dollars. Les contributions à des fins spéciales autres que celles destinées à l'opération de secours d'urgence au Kampuchea se sont chiffrées à 50 millions de dollars. En outre, le FISE a reçu 23 millions de dollars pour l'opération de secours d'urgence menée en 1981 au Kampuchea.

8. Des activités spéciales de collecte de fonds ont été entreprises en vue d'obtenir un accroissement des contributions versées à la masse commune des ressources ainsi qu'un financement spécial pour des projets actuellement prévus pour imputations sur la masse commune des ressources ou qui seront présentés à la session de 1982 du Conseil. Les réactions des donateurs tant nouveaux qu'habituels sont encourageantes. A cet égard, il convient de noter que le Programme du Golfe arabe pour les organisations de développement des Nations Unies a fait pour la première fois une annonce de contributions importantes au FISE en 1981.

9. Les recettes ont été réduites de 13 millions de dollars du fait que les éléments d'actif et de passif libellés en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis ont dû être réévalués pour tenir compte de l'évolution des taux de change en 1981. L'effet de cette diminution sur les transactions effectives dépendra de l'évolution des taux de change à l'avenir.

Dépenses

10. Le total des dépenses en 1981, à l'exclusion des dépenses pour l'opération de secours d'urgence au Kampuchea, s'est élevé à 265 millions de dollars. Ces dépenses se répartissaient comme suit : 126 millions de dollars pour les fournitures et le matériel; 65 millions de dollars pour l'assistance sous d'autres formes, telles que les subventions pour la formation, les dépenses relatives au personnel engagé au titre de projets et les dépenses locales; et 45 millions de dollars au titre des dépenses budgétaires brutes pour l'appui aux programmes. Le solde était constitué par les dépenses des services administratifs (montant brut : 29 millions de dollars). Après déduction des contributions des gouvernements au titre des dépenses budgétaires locales, des contributions du personnel, etc., les dépenses nettes au titre des services administratifs et d'appui aux programmes ont été de 37 millions de dollars et de 26 millions de dollars.

11. Outre l'aide prévue pour l'opération au Kampuchea, le FISE avait dépensé à la fin de l'exercice 27 millions de dollars, dont 22 millions de dollars pour les fournitures et le matériel. Au 31 décembre 1981, les engagements qui n'avaient pas encore donné lieu à des demandes fermes de fonds et de matériel et les articles commandés mais non livrés représentaient 8 millions de dollars.

12. Le cours élevé du dollar a eu pour effet de faire baisser le prix en dollars de certains des biens et services que le FISE s'est procuré tant au titre des programmes qu'au titre du budget, mais sans compenser entièrement les effets du cours élevé du dollar sur les recettes. L'avantage financier offert par les achats auprès de sources plus compétitives dans des monnaies autres que le dollar n'a pas suffi à compenser l'excédent considérable des paiements en dollars par rapport aux contributions annoncées en dollars. L'inflation a été compensée en partie par le cours élevé du dollar. L'indice de la valeur unitaire pour les exportations de produits manufacturés établi par l'Organisation des Nations Unies montre les résultats nets de l'évolution du cours du dollar et du taux d'inflation. En se fondant sur cet indice, il y a eu "des réductions des coûts" dues à l'utilisation du dollar en ce qui concerne tant les programmes que le budget. Pour les programmes, ces réductions sont évaluées à environ 14 millions de dollars et, pour le budget, à environ 2 millions de dollars. Si l'on ne tenait pas compte des "réductions des coûts" dues au taux de change, les dépenses budgétaires totales auraient représenté environ 76 millions de dollars, soit 97 p. 100 du total approuvé pour le budget révisé pour 1981 (79 millions de dollars).

13. En 1981, des dons en nature (principalement des aliments pour enfants), évalués par les donateurs à 7 millions de dollars, ont été reçus pour des projets par l'intermédiaire du FISE. Ces dons ne figurent pas dans les comptes du FISE, bien que ce soient les services administratifs et d'appui aux programmes qui s'en occupent.

Fonds d'affectation spéciale

14. N'ont pas été comptabilisés dans les rubriques "recettes" et "dépenses" les fonds d'affectation spéciale qui ne nécessitent pas l'approbation d'engagements par le Conseil. Il s'agit essentiellement de fonds destinés à financer des achats de

fournitures et de matériel effectués et des services fournis, contre remboursement par le FISE pour le compte de gouvernements, d'autres organisations du système des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales. En 1981, les contributions versées ou annoncées au FISE au titre de ces fonds d'affectation spéciale, se sont chiffrées à 28 millions de dollars. Les dépenses et engagements de dépenses imputés sur ces fonds d'affectation spéciale se sont élevés à 23 millions de dollars.

Actif et passif

15. Les recettes sont utilisées principalement pour couvrir les dépenses au titre des programmes et du budget. Les différences entre les recettes et les dépenses se traduisent par des changements dans le montant des liquidités, des sommes à recevoir et des autres éléments de l'actif et du passif. A la fin de 1981, l'excédent de l'actif sur le passif s'élevait à 176 millions de dollars, contre 178 millions de dollars à la fin de 1980. Cela est dû au fait qu'il y a eu en 1981 un excédent des dépenses par rapport aux recettes de 2 millions de dollars.

16. Le montant total des disponibilités du FISE en fin d'exercice (95 millions de dollars) était placé, aux fins de l'exécution des programmes, dans de grandes banques dans tous les pays où le FISE exerce des activités. Sur ce montant, 84 millions de dollars étaient placés dans des comptes de dépôt à terme portant intérêt et 11 millions de dollars dans des comptes courants bancaires, dont beaucoup étaient aussi porteurs d'intérêts. Le montant total des liquidités du FISE comprend des avoirs en monnaies qui ne peuvent être utilisés que dans le pays donateur pour effectuer des achats et pour d'autres dépenses. Ces dernières années, le solde accumulé dans ces monnaies s'était stabilisé à un niveau de 10 millions de dollars. En 1981, ce solde a été de 7,5 millions de dollars, contre 8,8 millions de dollars en 1980.

17. Le FISE a des besoins de trésorerie pour couvrir des déséquilibres temporaires entre les fonds reçus et les dépenses effectuées, ainsi que pour absorber les différences entre les prévisions de recettes et de dépenses. Sur le montant total des disponibilités (95 millions de dollars), 42 millions de dollars représentaient les réserves de liquidités du FISE prévues à cette fin et constituées par des fonds de la masse commune des ressources (5 millions de dollars) et par la moitié du solde des fonds supplémentaires (37 millions de dollars). Le montant des liquidités, qui s'élevait à 95 millions de dollars au 31 décembre 1981, sera réduit progressivement au cours du premier trimestre 1982, période durant laquelle le rythme des recettes est d'habitude assez lent.

Engagements

18. A ses sessions de janvier, mai et octobre 1981, le Conseil d'administration a approuvé des engagements fermes d'un montant total de 493 millions de dollars, se décomposant comme suit : 317 millions de dollars au titre de la coopération à des programmes, 5 millions de dollars au titre du budget additionnel du FISE pour 1981 et 171 millions de dollars au titre du budget du FISE pour l'exercice biennal 1982-1983. En 1981, des engagements d'un montant de 67 millions de dollars ont pris effet entre les sessions du Conseil, grâce à des recettes supplémentaires. Ce montant comprenait 17 millions de dollars pour l'opération au Kampuchea. Compte tenu des économies et des ajustements, le montant total des nouveaux engagements qui ont pris effet pendant l'exercice s'est élevé à 555 millions de dollars.

19. Depuis 1979, les engagements pris au titre de la masse commune des ressources ont été supérieurs aux recettes de la masse commune des ressources. Les engagements pris au titre de programmes à long terme ne donnent lieu à des dépenses qu'après un délai de plusieurs années, ces dépenses devant être financées au moyen des recettes escomptées à l'avenir. Le montant net des nouveaux engagements imputables sur la masse commune des ressources qui ont pris effet en 1981 s'est élevé à 487 millions de dollars, contre 242 millions de dollars en 1980. Cette augmentation était due principalement au fait que quelques grands pays ont présenté des programmes à long terme et à l'introduction d'un budget biennal pour l'exercice 1982-1983.

20. Au début de 1981, le solde reporté des engagements approuvés pour des exercices antérieurs mais n'ayant pas donné lieu à des dépenses se chiffrait à 520 millions de dollars à utiliser ultérieurement pour la participation à des programmes et à reporter sur des réserves budgétaires. Les nouveaux engagements approuvés dans le courant de l'année représentaient un montant net de 555 millions de dollars. Au cours de l'exercice, le montant des engagements qui ont donné lieu à des dépenses a atteint 292 millions de dollars. Par conséquent, à la fin de 1981, le solde reporté des engagements n'ayant pas donné lieu à des dépenses s'élevait à 783 millions de dollars. Selon les plans originaux relatifs aux programmes, ces engagements devraient donner lieu à des dépenses pendant les exercices 1982 à 1984.

Le Directeur général du Fonds des Nations Unies
pour l'enfance,

(Signé) James P. GRANT

II. RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Introduction

1. Conformément à la résolution 74 (I) de l'Assemblée générale, le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les comptes du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE), y compris l'Opération cartes de vœux, pour l'exercice terminé le 31 décembre 1981.

2. Cette vérification a été effectuée conformément à l'article XII du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et à l'annexe audit règlement, et conformément aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe de vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les comptes ont été vérifiés au siège du FISE et de l'Opération cartes de vœux à New York et dans les bureaux extérieurs de Genève, de Copenhague, de New Delhi, de Manille et de Djakarta.

3. Au cours de l'exercice considéré, le Comité a maintenu sa pratique habituelle qui est de communiquer les résultats de vérifications particulières et d'envoyer à l'Administration une série d'observations et de recommandations détaillées. Cette pratique a permis d'établir un dialogue permanent avec l'Administration et est conforme à la nouvelle orientation du Comité, qui consiste à effectuer une vérification fondée sur les systèmes dans tous les organismes des Nations Unies dont le Comité doit vérifier les comptes.

4. Le Comité des commissaires aux comptes a constaté avec satisfaction que l'Administration s'est occupée sans retard des questions portées à son attention et qu'elle continue à s'efforcer d'améliorer les systèmes de gestion et de contrôle financiers. Les observations des commissaires aux comptes ont pour objet de l'aider à envisager et à introduire de nouvelles améliorations. Les aspects les plus importants des opérations de vérification pour l'exercice 1981 sont présentés ci-après. Nous en avons discuté avec l'Administration, dont les réactions sont indiquées lorsqu'il y a lieu.

Contrôle budgétaire

5. En examinant les comptes, nous avons constaté que la plupart des bureaux extérieurs avaient dépassé le montant des crédits alloués au titre de quelques comptes budgétaires sans autorisation préalable du siège, ce qui tenait à l'absence d'un système approprié de comptabilisation et d'examen mensuels des dépenses et engagements des bureaux extérieurs imputés sur les comptes budgétaires.

6. Nous avons remarqué en outre que la qualité des rapports annuels sur l'exécution du budget variait considérablement d'un bureau extérieur à l'autre, certains d'entre eux n'étant pas suffisamment détaillés, d'autres ne comportant aucune observation.

7. En réponse à nos recommandations selon lesquelles il faudrait améliorer le système de contrôle budgétaire, l'Administration a promis de rédiger, à l'intention de tous les bureaux extérieurs, un mémorandum concernant des directives à suivre pour l'établissement des rapports sur l'exécution du budget.

Direction des bureaux extérieurs

8. L'examen des comptes a révélé que certains représentants du FISE nommés récemment dans des bureaux extérieurs étaient peu disposés à assumer la responsabilité de l'exécution des décisions prises par leur prédécesseur. Par ailleurs, nous avons constaté que l'Administration n'avait pas pu nommer les nouveaux représentants en temps voulu pour qu'une période de chevauchement suffisamment longue s'écoule entre leur entrée en fonctions et le départ de leur prédécesseur et que la passation des pouvoirs s'était effectuée sans qu'un rapport y relatif soit établi. Nous avons suggéré que des directives soient définies en vue de faciliter la procédure de passation des pouvoirs et qu'un programme de formation soit organisé à l'intention des représentants actuels et futurs ainsi que d'autres fonctionnaires jugés aptes à exercer ultérieurement des fonctions de direction.

9. L'Administration a approuvé nos recommandations et a déclaré qu'elle s'y conformerait.

10. Nous avons noté également que les connaissances de base exigées des représentants et d'autres fonctionnaires chargés de la direction des bureaux extérieurs n'étaient pas clairement déterminées et qu'il faudrait mettre à jour la définition d'emploi type correspondant au poste de représentant.

11. L'Administration a expliqué qu'elle avait déjà établi des définitions d'emploi pour certains postes et continuait de le faire pour le personnel des bureaux extérieurs.

Exécution et suivi des projets

12. Il ressort de notre examen des comptes des bureaux de Manille, de Djakarta et de New Delhi qu'il y aurait lieu d'améliorer le système d'évaluation et de suivi des programmes de pays, notamment de définir plus en détail les objectifs des projets, de décomposer le plan directeur d'opérations en projets aisément identifiables, en précisant les apports recherchés et les résultats visés, et d'indiquer clairement les activités qu'il faudrait entreprendre ainsi que les domaines d'action et la durée du projet. Nous avons également constaté qu'il faudrait renforcer la procédure d'examen des projets et d'établissement de rapports y relatifs en procédant à des bilans annuels et à mi-parcours et qu'il faudrait évaluer les programmes clefs de manière approfondie avant de les soumettre au Conseil d'administration pour approbation.

13. L'Administration a convenu qu'il faudrait améliorer les systèmes d'évaluation et de suivi des projets et a déclaré qu'elle avait déjà pris et continuerait de prendre des mesures à cette fin.

Système des achats

Contrôle de la qualité

14. En examinant les dossiers concernant les opérations d'achats au siège du FISE et dans les bureaux extérieurs, nous avons constaté que le contrôle de la qualité des fournitures reçues laissait à désirer. La date de livraison effective correspond rarement à la date limite d'arrivée fixée dans les "demandes de fournitures"; il serait possible de réduire les frais de transport en améliorant la planification et d'accélérer les formalités de dédouanement des marchandises dans les ports d'entrée demandant que les bordereaux de réception contenant des renseignements utiles soient transmis rapidement.

15. Nous avons proposé que l'on inclue dans les contrats une description plus détaillée des méthodes d'échantillonnage et de contrôle utilisées ainsi que des caractéristiques techniques des fournitures. Il faudrait passer en revue les opérations d'achat pour fixer des dates limites d'arrivée réalistes et s'y conformer et il faudrait accorder davantage d'attention à la planification en vue de réduire les frais de transport. Il faudrait demander aux bureaux extérieurs d'étudier les problèmes de dédouanement et de faire rapport à ce sujet en vue de compléter les renseignements figurant dans les documents dont dispose le siège. Les bureaux extérieurs devraient également négocier avec les gouvernements intéressés en vue d'accélérer les formalités de dédouanement.

16. Se référant à l'inspection des marchandises déjà effectuée au Centre d'emballage et d'emmagasinage du FISE à Copenhague (UNIPAC), l'Administration a jugé que l'inclusion dans les contrats de spécifications techniques plus détaillées augmenterait les coûts parce qu'elle exigerait du personnel supplémentaire et elle préférerait donc s'en tenir à la description commerciale en l'assortissant de garanties. Toutefois, le FISE intégrerait une procédure d'évaluation des fournitures dans le système de traitement électronique de l'information et envisageait de passer en revue ses opérations d'achats. Il se pencherait également sur le problème des frais de transport. L'Administration a estimé que les retards enregistrés dans le dédouanement des marchandises étaient malheureusement dus à des circonstances indépendantes de sa volonté, au défaut de communications entre les bureaux du FISE et les gouvernements et à la difficulté d'engager des négociations globales.

Clauses de pénalisation

17. L'exécution des projets est parfois complètement perturbée par des retards au niveau de la livraison des fournitures et, bien souvent elle ne peut pas débuter avant que l'ensemble du matériel ait été livré. Quoique la procédure adoptée par le FISE pour les avis d'adjudication comprenne des dispositions tendant à éviter tout problème de livraison ou refus de livrer, nous avons recommandé que cette procédure soit modifiée pour y inclure une clause de pénalisation en cas de retard de livraison.

18. L'Administration s'est montrée réticente à adopter cette clause. Le Bureau des affaires juridiques a estimé que des pénalisations ne pouvaient être appliquées

que s'il était prouvé que le retard de livraison avait véritablement porté préjudice au FISE. Or, ce dernier pense que, dans la grande majorité des cas, il lui serait impossible de prouver qu'un tort lui a été causé en cas de retard de livraison. Il estime en outre que si une clause de pénalisation était insérée dans les avis d'adjudication, les producteurs auraient tendance à fixer des prix plus élevés pour compenser les risques courus.

19. Nous ne sommes pas satisfaits de la réponse de l'Administration. Nous pensons qu'une clause de pénalisation figurant dans un avis d'adjudication, sur la base duquel un fournisseur présente sa soumission, devient de jure une disposition contractuelle acceptée par le soumissionnaire. A cet égard, tout retard de livraison devrait constituer une preuve suffisante pour justifier l'application de la clause de pénalisation, à moins que le fournisseur ne puisse prouver que le retard est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté. En outre, comme les activités du FISE ont principalement pour objectif de répondre aux besoins des enfants démunis, tout retard dans l'exécution des projets prévus devrait automatiquement être considéré comme préjudiciable, sinon au FISE lui-même, du moins aux enfants qui ont besoin de son assistance.

20. Par ailleurs, nous pensons que seuls les fournisseurs qui n'ont pas l'intention de respecter les dates de livraison stipulées dans leur contrat augmenteraient le prix de leurs soumissions pour compenser le coût des dommages-intérêts qu'ils risqueraient de devoir payer. En conséquence, l'inclusion de clauses de pénalisation selon lesquelles des amendes seraient imposées en cas de retard de livraison encouragerait plutôt les fournisseurs à livrer leurs marchandises dans les délais prescrits. Ils préféreraient certainement verser une amende plutôt que de voir leurs marchandises refusées par le FISE et de devoir, en outre, prendre en charge, le cas échéant, les dépenses encourues par le FISE pour passer une commande de substitution auprès d'autres fournisseurs, comme il est prévu dans les avis d'adjudication.

21. Nous avons donc recommandé, à nouveau, que des clauses de pénalisation applicables en cas de retard de livraison des fournitures soient insérées dans les avis d'adjudication.

Appel à la concurrence

22. En examinant les comptes du Bureau régional du FISE à Genève, nous avons constaté que dans le cas de certaines adjudications, le principe de l'égalité entre les soumissionnaires n'avait pas été respecté. Ces appels d'offres exigeaient en effet la fourniture de matériel ou d'articles de marque dont les spécifications techniques correspondaient manifestement à celles d'articles de marque bien déterminés. Nous avons recommandé que le FISE abandonne cette pratique qui favorisait certains fabricants, conduisant ainsi à la création de monopoles, et qui permettait également à ces soumissionnaires d'imposer leurs prix et conditions de vente, ce qui se traduisait, en fin de compte, par un prix d'achat excessif.

23. L'Administration a expliqué qu'elle préférait cette méthode parce qu'il fallait assurer l'uniformité du matériel utilisé, que les pièces de rechange pour le matériel de ce type étaient plus faciles à trouver dans certains pays et que le FISE était généralement satisfait des services des fabricants.

24. Cependant, puisque l'Administration a elle-même acheté des pièces de rechange pour du matériel de marque commandé antérieurement, pièces de rechange qu'il serait également possible d'obtenir pour tout autre matériel équivalent, nous avons insisté pour que le FISE abandonne cette pratique et demande à ses bureaux extérieurs de se conformer aux règles relatives à l'appel à la concurrence, en vue de réaliser des économies substantielles. Il pourrait, à cet effet, inclure dans ses appels d'offres des spécifications techniques suffisamment détaillées et des clauses de garantie bien définies.

Opération cartes de vœux

Engagements de dépenses ne figurant pas dans les comptes

25. En examinant les comptes de l'Opération cartes de vœux, nous avons remarqué que, bien que l'Administration ait promis de revenir à la procédure budgétaire établie et de se conformer aux dispositions énoncées dans la Règle de gestion financière 111.2 a) vi), de nombreux engagements et décaissements relatifs aux futures campagnes ainsi qu'à la vente de cabas (Genève) et à l'atelier d'imprimerie et aux timbres de la série des drapeaux (New York) n'étaient toujours pas indiqués dans l'état financier III.

26. Puisque l'Administration a l'intention non seulement de maintenir des exercices de durée identique pour le budget et la campagne mais aussi de continuer à différencier les campagnes au titre desquelles les engagements de dépenses sont pris, nous avons appelé l'attention de l'Administration sur les possibilités offertes par la Règle de gestion financière 110.6 qui autorise l'approbation d'engagements prévisionnels imputables sur les crédits d'exercices à venir et par la Règle de gestion financière 104.3 qui permet d'imputer ces engagements sur un compte de charges différées, les dépenses correspondantes étant imputées ensuite sur le compte approprié lorsque les crédits nécessaires ont été ouverts ou que les fonds nécessaires deviennent disponibles.

Observations sur les questions traitées dans le rapport de 1980

27. L'Administration a fourni une explication satisfaisante ou pris les mesures voulues au sujet des questions traitées dans le rapport de 1980 2/, à l'exception des points suivants :

a) Engagements de dépenses ne figurant pas dans les comptes

Nous avons constaté, comme il est indiqué plus haut, au paragraphe 25, que certains engagements et décaissements importants ne figuraient toujours pas dans l'état financier III relatif à l'Opération cartes de vœux.

b) Fourniture de main-d'oeuvre

Les arrangements pris avec une entreprise danoise en ce qui concerne l'embauche de travailleurs manuels ne sont pas encore officialisés. Cependant, un projet d'accord a été soumis au siège du FISE pour approbation et il faut espérer que ce problème sera réglé prochainement.

Remerciements

28. Le Comité des commissaires aux comptes tient à remercier le Directeur général, ses collaborateurs et leur personnel du concours et de l'aide qu'ils lui ont apportés.

Le Premier Président de la Cour des
comptes de Belgique,

(Signé) H. VREBOS

Le Contrôleur et Vérificateur
général des comptes du
Bangladesh,

(Signé) Osman Ghani KHAN

Le Vérificateur général des comptes
du Ghana,

(Signé) J. B. H. COLEMAN

III. OPINION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous avons examiné les états financiers ci-après, numérotés de I à V, dûment identifiés, ainsi que les tableaux y relatifs du Fonds des Nations Unies pour l'enfance pour l'exercice terminé le 31 décembre 1981. Nous avons notamment effectué un examen général des méthodes comptables et procédé aux vérifications par sondage des écritures comptables et autres pièces justificatives que nous avons jugées nécessaires en l'occurrence. A la suite de cet examen, notre opinion est que les états financiers rendent bien compte des opérations financières comptabilisées pour l'exercice, lesquelles opérations étaient conformes au Règlement financier et aux autorisations des organes délibérants, et qu'ils représentent bien la situation financière au 31 décembre 1981.

Le Premier Président de la Cour des
comptes de Belgique,

(Signé) H. VREBOS

Le Contrôleur et Vérificateur
général des comptes du
Bangladesh,

(Signé) Osman Ghani KHAN

Le Vérificateur général des comptes
du Ghana,

(Signé) J. B. H. COLEMAN

Juin 1982

IV. COMMENTAIRES DU DIRECTEUR GENERAL DU FISE SUR LES
OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU COMITE DES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

1. Introduction

Le rapport du comité des commissaires aux comptes est reproduit plus haut dans la section II. On trouvera ci-après les commentaires du Directeur général sur les questions soulevées par les commissaires aux comptes. Pour plus de commodité, les numéros des paragraphes du rapport du Comité des commissaires aux comptes sont indiqués à la suite du titre des commentaires du Directeur général.

2. Contrôle budgétaire (rapport du Comité des commissaires aux comptes, par. 5 à 7)

L'Administration du FISE ayant toujours tenu à exercer un contrôle budgétaire strict, le système actuel de suivi et d'évaluation de l'exécution du budget et de présentation de rapports y relatifs s'est avéré, au fil des ans, largement efficace. En fait, durant les 20 dernières années, le FISE n'a jamais dépassé le montant total des crédits approuvés par le Conseil d'administration. Pendant cette période, le montant des dépenses engagées a atteint, en moyenne, 96 p. 100 du montant total des crédits approuvés, avec un maximum de 98 p. 100 en 1969 et un minimum de 90 p. 100 en 1976. Les commentaires des commissaires aux comptes se réfèrent au contrôle des différents crédits inscrits au budget, et nous les remercions de leurs observations qui donnent à penser que certaines dispositions en vigueur telles que l'obligation de soumettre les décisions touchant la gestion des divers comptes budgétaires à l'approbation du siège, sont dépassées. Une rationalisation du système de contrôle actuel permettra d'accroître son efficacité et de réaliser des économies lors de l'exécution du budget.

3. Direction des bureaux extérieurs (rapport du Comité des commissaires aux comptes, par. 8 à 11)

Bien que le remplacement des représentants soit planifié, il est impossible, dans la plupart des cas, de prévoir une période de chevauchement entre l'entrée en fonctions des nouveaux représentants et le départ de leur prédécesseur, étant donné qu'il faut obtenir l'"agrément" des gouvernements avant de procéder à leur nomination. Nous accueillons favorablement la recommandation des commissaires aux comptes concernant l'introduction de rapports sur la passation des pouvoirs et nous nous conformerons en vue d'améliorer l'efficacité des mesures déjà prises pour informer les nouveaux représentants des responsabilités qui leur incombent désormais.

4. Exécution et suivi des projets (rapport du Comité des commissaires aux comptes (par. 12 et 13))

Nous sommes d'accord avec les observations des commissaires aux comptes selon lesquelles il faudrait prévoir, lors de l'élaboration des projets, des méthodes de suivi qui permettent d'évaluer tant les résultats obtenus que les apports aux

projets et leurs effets. A cet égard, nous voudrions signaler que le suivi et l'évaluation des programmes font partie intégrante des méthodes et activités de programmation du FISE. Cependant, le FISE juge impossible d'instaurer un système uniforme applicable à tous les pays auxquels il fournit une assistance pour les raisons suivantes : a) bien que le FISE souhaite parfois contrôler certains éléments d'un programme auquel il participe, la conception et la teneur du système de suivi et d'évaluation doivent répondre aux normes établies par les ministères du gouvernement chargé de l'exécution du programme en matière de prise de décisions; b) compte tenu de ce qui précède, les différences entre les structures administratives et les priorités de plus de 100 pays bénéficiaires ne permettraient pas d'adopter un système de suivi et d'évaluation uniforme même si le FISE le souhaitait; c) le système de suivi et d'évaluation des programmes devrait constamment répondre à l'évolution des perspectives et priorités de développement et à la situation locale.

En conclusion, le FISE pense que c'est au niveau des pays qu'il faudra intensifier le suivi et l'évaluation, en tenant compte des structures administratives et des priorités locales et que ce système de suivi et d'évaluation devra permettre de recueillir des renseignements sur des aspects clefs de l'exécution qui intéressent le FISE. A ce propos, il existe une procédure uniforme de contrôle financier qui fournit des renseignements continuellement mis à jour sur les engagements prévisionnels, les dépenses effectives, les engagements de dépenses, les fonds disponibles, etc.

Le FISE examinera la recommandation des commissaires aux comptes tendant à améliorer le système actuel et à renforcer la capacité de suivi et d'évaluation à la lumière des diverses mesures qu'il a déjà prises à cet égard.

5. Système des achats (rapport du Comité des commissaires aux comptes, par. 14 à 24)

Les observations générales formulées par les commissaires aux comptes valent pour toutes les organisations qui s'occupent de l'achat et du transport de marchandises au niveau international et, dans ce sens, elles recueillent l'approbation générale du FISE.

En ce qui concerne les observations portant sur l'inclusion de clauses de pénalisation dans les avis d'adjudication, le FISE a tenu des consultations approfondies à ce sujet avec la Division des questions juridiques générales de l'Organisation des Nations Unies, qui estime qu'il n'est pas souhaitable d'inclure systématiquement une disposition relative aux dommages-intérêts libératoires dans tous les contrats.

Dans le secteur privé, l'on peut, dans bien des cas, évaluer empiriquement le montant des dommages subis en cas d'inexécution d'un contrat, mais la nature des programmes auxquels le FISE participe exclut généralement un tel calcul. En conséquence, le FISE n'aurait rien à gagner en introduisant dans les marchés qu'il passe une clause relative aux dommages-intérêts libératoires; en outre, les producteurs auraient tendance à majorer les prix pour compenser les risques qu'ils

courent. Toutefois, les vues des commissaires aux comptes seront à nouveau soumises à la Division des questions juridiques générales pour examen plus approfondi et avis.

6. Opération cartes de vœux (rapport du Comité des commissaires aux comptes, par. 25 et 26)

Le Conseil d'administration du FISE a examiné, à la session qu'il a tenue en mai 1982 les recommandations faites par le Comité des commissaires aux comptes dans le rapport de 1980. Lors de cette session, plusieurs délégations ont été d'avis que, d'un point de vue administratif, l'exercice actuel (1er mai au 30 avril) est mieux adapté à la nature commerciale de l'Opération cartes de vœux et des comités nationaux pour le FISE qu'un exercice budgétaire qui serait dissocié de la campagne. C'est aussi la position du secrétariat et celle que viennent de prendre les commissaires aux comptes qui examinent actuellement la question. En outre, les délégations ont accueilli favorablement la proposition du Conseil d'administration tendant à adopter pour le budget de 1983 une nouvelle présentation plus conforme à la nature commerciale de l'Opération cartes de vœux (E/ICEF/AB/L.243, par. 39 et 40).

7. Observations sur les questions traitées dans le rapport de 1980 (rapport du Comité des commissaires aux comptes, par. 27)

Ainsi qu'il est expliqué au paragraphe 6 ci-dessus, le problème des engagements de dépenses relatives à l'Opération cartes de vœux sera étudié lorsque la nouvelle présentation du budget de l'Opération cartes de vœux sera mise au point.

Le FISE négocie actuellement un projet d'accord concernant l'embauche de travailleurs manuels avec une société danoise, la Copenhagen Freeport and Stevedoring Company, en tenant compte des incidences qu'il aura sur l'accord conclu avec le pays hôte qui est également à l'étude. La négociation de l'accord concernant l'embauche de travailleurs manuels n'entrave en aucune manière le déroulement de l'Opération cartes de vœux.

V. ETATS FINANCIERS POUR L'EXERCICE
TERMINE LE 31 DECEMBRE 1981

STAT I

Etat comparatif des recettes et des dépenses de l'exercice terminé le 31 décembre 1981

(En dollars des Etats-Unis)

	1981	1980	Augmentation (diminution)
RECETTES			
<u>Masse commune des ressources</u>			
Contributions des gouvernements	169 526 792,77	147 241 510,10	22 285 282,67
Contributions de sources non gouvernementales	19 236 896,55	23 465 233,14	(4 228 336,59)
Opération cartes de vœux et opérations connexes	18 408 160,08	17 050 888,75	1 357 271,33
Autres recettes	<u>23 615 207,21</u>	<u>19 979 067,34</u>	<u>3 636 139,87</u>
Total, masse commune des ressources	230 887 056,61	207 736 699,33	23 050 357,28
<u>Fonds supplémentaires destinés à des projets déterminés</u>			
Gouvernements	31 175 533,36	31 831 302,93	(655 769,57)
Sources non gouvernementales	15 490 226,00	15 790 709,78	(300 483,78)
Système des Nations Unies	<u>3 302 635,68</u>	<u>6 074 141,06</u>	<u>(2 771 505,38)</u>
Total, fonds supplémentaires	49 968 395,04	53 696 153,77	(3 727 758,73)
<u>Contributions à l'opération de secours au Kampuchea</u>			
Gouvernements et organisations intergouvernementales	21 418 916,31	47 681 682,78	(26 262 766,47)
Sources non gouvernementales	<u>1 240 163,88</u>	<u>6 379 685,06</u>	<u>(5 139 521,18)</u>
Total, contributions à l'opération de secours au Kampuchea	<u>22 659 080,19</u>	<u>54 061 367,84</u>	<u>(31 402 287,65)</u>
Total, Recettes	303 414 531,84	315 494 220,94	(12 079 689,10)
Modification nette de la valeur de l'actif et du passif due aux ajustements de change	<u>(12 750 511,37)</u>	<u>(3 114 575,24)</u>	<u>(9 635 936,13)</u>
Montant net des recettes	<u>290 664 020,47</u>	<u>312 379 645,70</u>	<u>(21 715 625,23)</u>
DEPENSES			
Coopération au titre des programmes, à imputer sur :			
La masse commune des ressources	151 750 340,47	157 173 784,05	(5 423 443,58)
Des fonds supplémentaires autres que ceux du système des Nations Unies	33 732 498,50	41 789 968,38	(8 057 469,88)
Des fonds supplémentaires des organismes des Nations Unies	5 536 184,53	3 709 302,88	1 826 881,65
Opération de secours au Kampuchea	27 233 439,26	49 042 428,83	(21 808 989,57)
Services d'appui aux programmes	<u>45 199 780,20</u>	<u>38 405 212,90</u>	<u>6 794 567,30</u>
Total, coopération au titre des programmes	263 452 242,96	290 120 697,04	(26 668 454,08)
Services administratifs	28 994 046,82	23 266 735,21	5 727 311,61
Année internationale de l'enfant (coût des services d'exécution)	-	<u>641 700,00</u>	<u>(641 700,00)</u>
	<u>28 994 046,82</u>	<u>23 908 435,21</u>	<u>5 085 611,61</u>
Total, dépenses	<u>292 446 289,78</u>	<u>314 029 132,25</u>	<u>(21 582 842,47)</u>
Excédent des recettes sur les dépenses	<u>(1 782 269,31)</u>	<u>(1 649 486,55)</u>	<u>(132 782,76)</u>

Les états III à V et les notes 1 à 18 ci-après font partie intégrante du présent état, et il convient de s'y reporter.

CERTIFIÉ EXACT :

Le Contrôleur,

(Signé) Giovanni CAVAGLIA

APPROUVE :

Le Directeur général,

(Signé) James P. GRANT

STAT II

Etat comparatif de l'actif et du passif et situation financière au 31 décembre 1981
(En dollars des Etats-Unis)

	1981	1980	Augmentation (diminution)
ACTIF			
Disponibilités	95 375 099,52	112 210 437,57	(16 835 338,05)
Contributions à recevoir :			
Pour l'exercice en cours et des exercices antérieurs	55 757 758,70	43 948 467,43	11 809 291,27
Pour des exercices futurs	11 647 795,60	7 261 319,36	4 386 476,24
Pour l'opération de secours au Kampuchea	61 111,71	5 266 770,56	(5 205 658,85)
Sommes déposées auprès d'organismes gouvernementaux et de fournisseurs	426 211,71	595 038,74	(168 827,03)
Sommes à recevoir, avances et dépôts	21 484 162,56	20 668 292,47	815 870,09
Stocks	39 035 551,26	40 977 925,43	(1 942 374,17)
Bâtiments	<u>2 340 988,60</u>	<u>846 907,30</u>	<u>1 494 081,30</u>
	226 128 679,66	231 775 158,86	(5 646 479,20)
PASSIF			
Contributions annoncées et versées d'avance pour des exercices ultérieurs	11 647 795,60	16 311 485,13	(4 663 689,53)
Cartes de vœux et opérations connexes : recettes reçues d'avance	3 341 416,15	5 854 346,72	(2 512 930,57)
Sommes à payer et autres engagements non réglés	15 768 248,72	17 410 376,91	(1 642 128,19)
Fonds d'affectation spéciale : Achats effectués contre remboursement et autres services	19 000 138,51	14 051 937,36	4 948 201,15
Fonds en mémoire de Maurice Pate	63 187,28	56 850,03	6 337,25
Réserve pour assurance	<u>200 000,00</u>	<u>200 000,00</u>	-
	50 020 786,26	53 884 996,15	(3 864 209,89)
<u>Excédent de l'actif sur le passif</u>	<u>176 107 893,40</u>	<u>177 890 162,71</u>	<u>(1 782 269,31)</u>

Les états III à V et les notes 1 à 18 ci-après font partie intégrante du présent état et il convient de s'y reporter, en particulier pour ce qui est des engagements non réglés. L'état III indique que les engagements à imputer sur les ressources futures s'élevaient à 607 millions de dollars.

CERTIFIÉ EXACT :

Le Contrôleur,

(Signé) Giovanni CAVAGLIA

APPROUVE :

Le Directeur général,

(Signé) James P. GRANT

ETAT III

Engagements de 1981

(Récapitulation de l'état IV)
(En dollars des Etats-Unis)

	A imputer sur des fonds		Total
	la masse commune des ressources	supplémentaires Gouvernements et autres sources Organismes des Nations Unies	
Solde des engagements inutilisés au 1er janvier 1981	416 574 019,93	93 457 047,87	520 553 731,94
Engagements approuvés à la session du Conseil d'administration :			
Nouveaux engagements a/ Economies et déficits b/	493 124 578,00 (1 624 310,00)		493 124 578,00 (1 624 310,00)
Engagements ayant pris effet entre les sessions du Conseil		63 052 315,99	67 437 092,99
Ajustements apportés aux engagements :			
Economies budgétaires pour 1981	(4 653 172,98)		(4 653 172,98)
Divers	<u>125,03</u>	<u>(6 504,83)</u>	<u>308 544,98</u>
	903 421 239,98	15 222 365,92	1 075 146 464,93
Dépenses	<u>225 944 167,49</u>	<u>5 536 184,53</u>	<u>292 445 289,78</u>
Solde des engagements inutilisés au 31 décembre 1981	677 477 072,49	95 536 921,27	782 700 175,15
Excédent de l'actif sur le passif	<u>82 532 586,34</u>	<u>90 249 326,67</u>	<u>176 107 893,40</u>
Engagements à imputer sur les ressources futurs	<u>594 944 486,15</u>	<u>5 287 594,60</u>	<u>606 592 281,75</u>

a/ E/ICEF/677, E/ICEF/685 et E/ICEF/AB/L.236.

b/ E/ICEF/P/L.2025(REC).

ETAT IV

Coopération au titre des programmes

Etat des engagements, des dépenses et des soldes inutilisés des engagements à imputer sur la masse
commune des ressources et les fonds supplémentaires pour l'exercice terminé le 31 décembre 1981

(En dollars des Etats-Unis)

Assistance par région et par pays	Soldes inutilisés des engagements au 1er janvier	Nouveaux engagements	Total	Dépenses	Soldes inutilisés des engagements au 31 décembre
Afrique					
Algérie	598 596,00	109 601,94	708 197,94	256 970,00	451 227,94
Angola	2 967 890,02	5 764 269,05	8 732 159,07	2 541 220,05	6 190 939,02
Bénin	3 227 592,78	1 000 000,00	4 227 592,78	842 755,00	3 384 837,78
Botswana	1 424 246,02		1 424 246,02	178 730,98	1 245 515,04
Burundi	2 362 310,13	500 000,00	2 862 310,13	737 139,66	2 125 170,47
Cap-Vert	254 836,15	285 943,00	540 779,15	140 739,93	400 039,22
Comores	163 498,45	170 024,00	333 522,45	211 527,45	121 995,00
Congo	198 608,21	175 000,00	373 608,21	35 533,23	338 074,98
Côte-d'Ivoire	(18 618,61)	726 619,00	708 000,39	188 322,71	519 677,68
Djibouti	438 992,81	1 564 000,00	2 002 992,81	568 732,20	1 434 260,61
Ethiopie	23 595 384,22	7 471 967,78	31 067 352,00	9 442 763,72	21 624 588,28
Gabon	7 556,32		7 556,32	932,44	6 623,88
Gambie	401 735,26	68 728,00	470 463,26	142 940,52	327 522,74
Ghana	2 313 888,78	700 000,00	3 013 888,78	1 066 847,21	1 947 041,57
Guinée	3 648 364,54		3 648 364,54	650 263,95	2 998 100,59
Guinée-Bissau	1 949 881,26	1 422,00	1 951 303,26	494 544,78	1 456 758,48
Guinée équatoriale	492 890,51	21 582,00	514 472,51	342 334,39	172 138,12
Haute-Volta	5 766 552,99	817 000,00	6 583 552,99	1 943 516,83	4 640 036,16
Kenya	1 982 079,69	6 275 000,00	8 257 079,69	1 238 401,18	7 018 678,51
Lesotho	553 218,99	1 226 622,00	1 779 840,99	326 529,40	1 453 311,59
Libéria	774 683,19	525 000,00	1 299 683,19	570 097,72	729 585,47
Madagascar	1 562 224,88	3 157 833,00	4 720 057,88	1 001 453,25	3 718 604,63
Malawi	1 295 535,91	2 906 000,00	4 201 535,91	995 598,76	3 205 937,15
Mali	2 531 688,56	1 040 183,00	3 571 871,56	2 035 411,16	1 536 460,40
Maroc	1 520 724,62	7 374 430,00	8 895 154,62	934 942,35	7 960 212,27
Maurice	457 465,85	141 310,55	598 776,40	260 518,39	338 258,01
Mauritanie	1 169 673,58	805 800,00	1 975 473,58	408 987,18	1 566 486,40
Mozambique	1 521 671,87	4 050 728,00	5 572 399,87	1 067 676,21	4 504 723,66
Niger	6 686 629,15		6 686 629,15	1 029 843,86	5 656 785,29
Nigéria	1 685 861,39	8 925 000,00	10 610 861,39	3 238 436,21	7 372 425,18
Ouganda	1 294 100,67	12 441 594,00	13 735 694,67	3 871 232,82	9 864 461,85
République centrafricaine	155 629,60	2 574 759,00	2 730 388,60	771 768,23	1 958 620,37
République-Unie de Tanzanie	11 584 299,07	502 295,77	12 086 594,84	3 342 420,40	8 744 174,44
République-Unie du Cameroun	1 373 062,40	1 722 000,00	3 095 062,40	579 146,70	2 515 915,70
Rwanda	3 409 713,91	926 029,00	4 335 742,91	1 299 439,51	3 036 303,40
Sao Tomé-et-Principe	53 027,18	256 253,00	309 280,18	74 045,78	235 234,40
Sénégal	2 114 707,38	807 583,00	2 922 290,38	673 591,13	2 248 699,25
Seychelles	179 478,27		179 478,27	84 412,30	95 065,97
Sierra Leone	705 862,66	45 290,00	751 152,66	459 559,10	291 593,56
Somalie	5 784 251,74	8 348 518,71	14 132 770,45	5 620 052,77	8 512 717,68
Swaziland	875 647,96	2 500,00	878 147,96	109 604,38	768 543,58
Tchad	1 099 873,65	4 845 696,00	5 945 569,65	1 032 830,18	4 912 739,47

STAT IV (suite)

Assistance par région et par pays	Soldes inutilisés des engagements au 1er janvier	Nouveaux engagements	Total	Dépenses	Soldes inutilisés des engagements au 31 décembre
Togo	297 726,84	656 000,00	953 726,84	193 230,90	760 495,94
Tunisie	668 957,50	52 984,00	721 941,50	222 823,70	499 117,80
Zaire	2 210 142,48	3 568 000,00	5 778 142,48	1 511 460,06	4 266 682,42
Zambie	141 380,64	1 344 086,00	1 485 466,64	425 284,92	1 060 181,72
Zimbabwe	1 951 584,46	5 374 526,00	7 326 110,46	2 007 983,50	5 318 126,96
Région soudano-sahélienne		(75 420,00)	(75 420,00)	(41 351,71)	(34 068,29)
Coopération régionale	<u>3 196 223,10</u>	<u>3 258 000,00</u>	<u>6 454 223,10</u>	<u>937 012,25</u>	<u>5 517 210,85</u>
Total pour la région	<u>108 631 333,03</u>	<u>102 454 757,80</u>	<u>211 086 090,83</u>	<u>56 068 257,64</u>	<u>155 017 833,19</u>
Asie orientale et Pakistan					
Bangladesh	43 305 638,80	1 277 094,70	44 582 733,50	12 328 804,30	32 253 929,20
Birmanie	11 407 359,36	7 899 981,00	19 307 340,36	5 339 856,53	13 967 483,83
Chine	6 819 137,89	42 000,00	6 861 137,89	2 474 729,34	4 386 408,55
Indonésie	48 366 046,64	1 000 000,00	49 366 046,64	13 107 389,80	36 258 656,84
Kampuchea, opération de secours	23 960 612,11	16 418 442,45	40 379 054,56	27 233 439,26	13 145 615,30
Kampuchea a/	1 999 111,56	4 863 032,00	6 862 143,56	1 107 500,77	5 754 642,79
Malaisie	1 206 053,57	(7 268,00)	1 198 785,57	447 888,33	750 897,24
Pakistan	18 615 803,78	59 040 040,00	77 655 843,78	9 950 828,84	67 705 014,94
Papouasie-Nouvelle-Guinée	(37 737,43)	292 608,00	254 870,57	93 116,00	161 754,57
Philippines	11 459 802,52		11 459 802,52	3 199 148,07	8 260 654,45
République de Corée	1 025 997,15		1 025 997,15	601 920,81	424 076,34
République démocratique populaire lao	3 291 140,64	9 700,00	3 300 840,64	1 432 838,16	1 868 002,48
Thaïlande	7 926 036,17	866 030,00	8 792 066,17	2 826 583,29	5 965 482,88
Viet Nam	15 182 586,58	16,47	15 182 603,05	3 932 254,25	11 250 348,80
Territoire des Iles du Pacifique	389 857,34	85 601,14	475 458,48	334 418,93	141 039,55
Coopération régionale	<u>565 446,50</u>		<u>565 446,50</u>	<u>254 349,10</u>	<u>311 097,40</u>
Total pour la région	<u>195 482 893,18</u>	<u>91 787 277,76</u>	<u>287 270 170,94</u>	<u>84 665 065,78</u>	<u>202 605 105,16</u>
Asie centrale du Sud					
Afghanistan	12 513 159,74		12 513 159,74	1 451 701,63	11 061 458,11
Bhoutan	786 462,41	2 149 249,00	2 935 711,41	858 887,32	2 076 824,09
Inde	53 248 719,02	105 744 763,00	158 993 482,02	33 229 544,77	125 763 937,25
Maldives	1 007 066,41	20 744,00	1 027 810,41	310 319,03	717 491,38
Mongolie	126 156,23		126 156,23	19 074,90	107 081,33
Népal	7 389 005,97	5 392 945,00	12 781 950,97	3 878 926,48	8 903 024,49
Sri Lanka	<u>10 446 851,76</u>	<u>1 183 422,00</u>	<u>11 630 273,76</u>	<u>3 681 595,36</u>	<u>7 948 678,40</u>
Total pour la région	<u>85 517 421,54</u>	<u>114 491 123,00</u>	<u>200 008 544,54</u>	<u>43 430 049,49</u>	<u>156 578 495,05</u>
Méditerranée orientale					
Egypte	2 438 788,63	3 930 810,25	6 369 598,88	1 920 387,98	4 449 210,90
Iran		10 056,60	10 056,60	10 056,60	
Jordanie	869 440,99	292 357,00	1 161 797,99	438 159,75	723 638,24
Liban	5 995 026,08	6 957,00	6 001 983,08	843 167,72	5 158 815,36
Liban, opérations de relèvement		8 191 075,00	8 191 075,00	3 498 572,72	4 692 502,28

a/ Sont compris aussi bien les engagements et dépenses à imputer sur la masse commune des ressources que les engagements entre les sessions du Conseil pour des projets "notés" et s'élevant à 488 032 dollars.

ETAT IV (suite)

Assistance par région et par pays	Soldes inutilisés des engagements au 1er janvier	Nouveaux engagements	Total	Dépenses	Soldes inutilisés des engagements au 31 décembre
Oman	5 135,55		5 135,55		5 135,55
République arabe syrienne	1 005 858,22	51 583,00	1 057 441,22	418 696,20	638 745,02
Soudan	4 901 278,52	27 960 866,00	32 862 144,52	7 919 119,97	24 943 024,55
Yémen	2 566 055,80	7 034 770,05	9 600 825,85	1 405 688,09	8 195 137,76
Yémen démocratique	601 173,40	1 523 400,00	2 124 573,40	339 421,78	1 785 151,62
Coopération régionale	298 997,78	525 000,00	823 997,78	93 798,46	730 199,32
Enfants et mères palestiniens	<u>1 632 721,98</u>		<u>1 632 721,98</u>	<u>614 394,42</u>	<u>1 018 327,56</u>
Total pour la région	<u>20 314 476,95</u>	<u>49 526 874,90</u>	<u>69 841 351,85</u>	<u>17 501 463,69</u>	<u>52 339 888,16</u>
Europe					
Italie	115 000,00	39,15	115 039,15	115 039,15	
Turquie	1 243 182,29	(116 567,00)	1 126 615,29	345 792,60	780 822,69
Yougoslavie	<u>19 217,23</u>		<u>19 217,23</u>	<u>(1 027,57)</u>	<u>20 244,80</u>
Total pour la région	<u>1 377 399,52</u>	<u>(116 527,85)</u>	<u>1 260 871,67</u>	<u>459 804,18</u>	<u>801 067,49</u>
Amériques					
Antigua	65 343,75		65 343,75	47 690,93	17 652,82
Barbade	47 671,65		47 671,65	20 048,13	27 623,52
Belize	112 717,32		112 717,32	27 054,56	85 662,76
Bolivie	527 684,39	1 312 000,00	1 839 684,39	438 033,78	1 401 650,61
Brsil	1 755 602,35		1 755 602,35	993 189,41	762 412,94
Chili	202 518,60	151 750,00	354 268,60	136 274,28	217 994,32
Colombie	6 372 278,01		6 372 278,01	1 809 582,33	4 562 695,68
Costa Rica	110 905,55		110 905,55	63 182,74	47 722,81
Cuba	272 410,14	13 043,62	285 453,76	148 481,66	136 972,10
Dominique	38 207,64	14 750,00	52 957,64	54 366,90	(1 409,26)
El Salvador	956 045,29		956 045,29	245 780,97	710 264,32
Equateur	1 823 192,84	117 480,00	1 940 672,84	736 583,51	1 204 089,33
Grenade	82 825,89	9 583,00	92 408,89	32 496,68	59 912,21
Guatemala	1 342 909,89	38 897,12	1 381 807,01	636 752,40	745 054,61
Guyane	130 300,55	544 000,00	674 300,55	212 445,04	461 855,51
Haïti	2 147 974,50		2 147 974,50	755 466,14	1 392 508,36
Honduras	1 378 154,85		1 378 154,85	246 470,41	1 131 684,44
Jamaïque	390 505,66	58 474,00	448 979,66	136 501,81	312 477,85
Mexique	560 667,50	1 285 000,00	1 845 667,50	647 717,60	1 197 949,90
Nicaragua	1 112 150,15	1 282 748,00	2 394 898,15	836 077,81	1 558 820,34
Panama	212 602,84		212 602,84	130 680,03	81 922,81
Paraguay	774 399,08	132 281,50	906 680,58	435 604,83	471 075,75
Pérou	3 024 152,04	434 895,00	3 459 047,04	1 435 652,88	2 023 394,16
République dominicaine	1 348 848,73		1 348 848,73	431 380,08	917 468,65
Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla	39 050,87	5 254,00	44 304,87	29 758,84	14 546,03
Sainte-Lucie	149 705,41		149 705,41	105 626,22	44 079,19
Saint-Vincent-et-Grenadines	142 000,00		142 000,00	99 586,59	42 413,41

ETAT IV (fin)

Assistance par région et par pays	Soldes inutilisés des engagements au 1er janvier	Nouveaux engagements	Total	Dépenses	Soldes inutilisés des engagements au 31 décembre
Suriname	44 353,31		44 353,55	3 499,55	40 853,76
Coopération régionale	<u>3 683 812,07</u>	<u>1 425 961,00</u>	<u>5 109 773,07</u>	<u>1 554 075,84</u>	<u>3 555 697,23</u>
Total pour la région	<u>28 848 990,87</u>	<u>6 826 117,24</u>	<u>35 675 108,11</u>	<u>12 450 061,95</u>	<u>23 225 046,16</u>
Total pour toutes les régions	440 172 515,09	364 969 622,85	805 142 137,94	214 574 702,73	590 567 435,21
Assistance générale					
Formation sanitaire et pédiatrique	(23 991,86)	15 973,12	(8 018,74)	(8 018,74)	
Contrôle des aliments et de la nutrition	106 828,72		106 828,72		106 828,72
Centre international de l'enfance	250 000,00	218 000,00	468 000,00	250 000,00	218 000,00
Projets régionaux pour les femmes	647 724,51	(3 990,00)	643 734,51	32 305,20	611 429,31
Préparation des projets et formation	2 879 545,92	7 993 800,00	10 873 345,92	3 040 994,31	7 832 351,61
Fonds de réserve pour les secours d'urgence b/	2 757 659,33	2 376 500,00	5 134 159,33		5 134 159,33
Année internationale de l'enfant : préparation des pays	(19 549,77)		(19 549,77)	40 365,20	(59 914,97)
Réduction de la mortalité infantile		<u>7 650 000,00</u>	<u>7 650 000,00</u>	<u>322 114,06</u>	<u>7 327 885,94</u>
Total pour l'assistance générale	<u>6 598 216,85</u>	<u>18 250 283,12</u>	<u>24 848 499,97</u>	<u>3 677 760,03</u>	<u>21 170 739,94</u>
Services d'appui aux programmes c/	<u>45 417 000,00</u>	<u>91 351 480,20</u>	<u>136 768 480,20</u>	<u>45 199 780,20</u>	<u>91 568 700,00</u>
Total pour l'assistance	<u>492 187 731,94</u>	<u>474 571 386,17</u>	<u>966 759 118,11</u>	<u>263 452 242,96</u>	<u>703 306 875,15</u>
Services administratifs c/	28 366 000,00	80 021 346,82	108 387 346,82	28 994 046,82	79 393 300,00
Total général	<u>520 553 731,94</u>	<u>554 592 732,99</u>	<u>1 075 146 464,93</u>	<u>292 446 289,78</u>	<u>782 700 175,15</u>

b/ En 1981, le Conseil d'administration a approuvé un engagement ferme d'un montant de 2 625 000 dollars pour le Fonds de réserve pour les secours d'urgence. Au cours de la même année, le Directeur général a prélevé les montants suivants sur le Fonds de réserve pour les secours d'urgence : 51 500 dollars pour l'Angola; 20 000 dollars pour la Gambie; 30 000 dollars pour la Haute-Volta; 60 000 dollars pour le Mali; 12 000 dollars pour le Mozambique; 15 000 dollars pour le Swaziland; 50 000 dollars pour la Zambie; et 10 000 dollars pour l'Iran.

c/ Engagements approuvés en 1981 par le Conseil d'administration pour l'exercice biennal 1982-1983 (E/ICEF/AB/L.236). Le total du titre IV (91 568 700 dollars) apparaît au poste : Services d'appui aux programmes. Le total des titres I, II et III (79 393 300 dollars) apparaît au poste : Services administratifs.

ETAT V

Services administratifs et d'appui aux programmes

Etat récapitulatif des engagements budgétaires, des dépenses engagées et des soldes inutilisés pour l'exercice terminé le 31 décembre 1981
(En dollars des Etats-Unis)

	Demandes de crédits révisées			Dépenses engagées			Soldes inutilisés
	Services d'appui aux programmes	Services administratifs	Total	Services d'appui aux programmes	Services administratifs	Total	
<u>Chapitre premier. Traitements, salaires et dépenses communes de personnel</u>							
Postes permanents	25 564 800	14 781 000	40 345 800	23 471 847,36	14 246 687,99	37 718 535,35	2 627 264,65
Administrateurs engagés pour une période de courte durée	526 200	1 260 000	1 786 200	390 266,82	1 142 011,07	1 532 277,89	253 922,11
Personnel des services généraux engagé pour une période de courte durée	1 234 200	1 391 000	2 625 200	1 129 283,85	1 349 999,82	2 479 283,67	145 916,33
Heures supplémentaires	389 100	202 000	591 100	361 041,21	194 115,59	555 156,80	35 943,20
Frais de voyage, déménagement et indemnité d'installation	1 372 300	618 000	1 990 300	1 350 447,51	556 329,31	1 906 776,82	83 523,18
Versements à la cessation de service et prime de rapatriement	621 600	770 000	1 391 600	574 429,19	745 000,93	1 319 430,12	72 169,88
Indemnité de logement et versements connexes	610 000	53 000	610 000	482 975,43	48 736,71	482 975,43	127 024,57
Indemnité d'affectation	460 000		513 000	439 532,41		488 269,12	24 730,88
Cotisations à la Caisse commune des pensions	3 449 000	2 118 000	5 567 000	3 285 148,34	2 057 344,50	5 342 492,84	224 507,16
Indemnités pour charges de famille	1 349 500	466 200	1 815 700	1 255 121,55	445 807,54	1 700 929,09	114 700,91
Indemnisation	41 000	11 000	52 000	33 719,74	358,81	34 078,55	17 921,45
Frais de voyage pour le congé dans les foyers	525 900	190 000	715 900	512 111,65	168 253,39	680 365,04	35 534,96
Volontaires internationaux et observateurs locaux	139 000		139 000	56 094,44		56 094,44	82 905,56
Formation du personnel	560 000	60 000	620 000	529 487,85	55 634,61	585 122,46	34 877,54
Bien-être du personnel	97 100	8 800	105 900	79 087,71	2 721,83	81 809,54	24 090,46
Cotisations à l'assurance-maladie et versements connexes	574 300	290 000	864 300	520 780,29	284 456,48	805 236,77	59 063,23
TOTAL, CHAPITRE PREMIER	37 514 000	22 219 000	59 733 000	34 471 375,35	21 297 458,58	55 768 833,93	3 964 166,07

	Demandes de crédits révisées			Dépenses engagées			Soldes inutilisés
	Services d'appui aux programmes	Services administratifs	Total	Services d'appui aux programmes	Services administratifs	Total	
Chapitre 2. Autres dépenses							
Frais de voyage du personnel en mission	2 487 100	1 152 000	3 639 100	2 424 928,17	1 065 593,94	3 490 622,11	148 477,89
Communications et transport de marchandises	1 985 400	1 388 500	3 373 900	1 977 209,94	1 366 429,90	3 343 639,84	30 260,16
Frais de production (information audio-visuelle)	251 200	813 600	1 064 800	230 915,44	813 129,53	1 044 045,07	20 754,93
Frais de production (publications)	251 400	1 017 200	1 268 600	210 865,92	975 879,03	1 186 744,95	81 855,05
Dépenses d'appui (autres activités d'information)	2 335 300	393 500	393 500	2 289 201,26	370 272,82	370 272,82	23 227,18
Location et entretien des locaux		1 655 000	4 010 300		1 627 717,10	3 916 918,36	93 381,64
Fournitures de bureau et formules imprimées	516 600	148 100	664 700	507 211,72	132 384,26	639 595,98	25 104,02
Location, utilisation et entretien du matériel	358 300	221 600	579 900	344 435,69	210 738,78	555 174,47	24 725,53
Services informatiques	133 300	315 000	448 300	131 852,12	276 091,21	407 943,33	40 356,67
Entretien et utilisation du matériel de transport	702 000	5 500	707 500	674 059,69	4 479,71	678 539,40	28 960,60
Assurances	55 300	13 800	69 100	46 582,04	12 320,93	58 902,97	10 197,03
Vérification extérieure des comptes	36 200	133 800	170 000	33 412,00	123 788,00	157 200,00	12 800,00
Corps commun d'inspection	72 400	197 600	270 000	50 380,00	187 620,00	238 000,00	32 000,00
Fournitures et services divers	252 600	99 100	351 700	238 024,04	94 494,09	332 518,13	19 181,87
Dépenses de représentation	54 600	20 100	74 700	52 444,79	18 853,38	71 298,17	3 401,83
Remboursement à des organismes des Nations Unies du prix de certains services	157 300	221 500	378 800	146 923,55	202 358,89	349 282,44	29 517,56
Mobilier, équipements et installations	914 300	221 100	1 135 400	899 705,05	213 623,12	1 113 328,17	22 071,83
Matériel de transport	511 700	2 000	513 700	470 253,43	713,45	470 966,88	42 733,12
TOTAL, CHAPITRE 2	11 095 000	8 019 000	19 114 000	10 728 404,85	7 696 588,24	18 424 993,09	689 006,91
TOTAL, CHAPITRES PREMIER ET 2	48 609 000	30 238 000	78 847 000	45 199 780,20	28 994 046,82	74 193 827,02	4 653 172,98
A. déduire :							
Recettes provenant des contributions du personnel	5 250 000	2 490 000	7 740 000	5 063 149,47	1 780 381,94	6 843 531,41	
Autres recettes inscrites au budget	1 437 000	1 179 000	2 616 000	1 767 722,13	1 079 342,58	2 847 064,71	
Contributions des gouvernements bénéficiaires aux dépenses budgétaires locales	2 198 000	-	2 198 000	1 904 745,02	-	1 904 745,02	
TOTAL GENERAL	39 724 000	26 569 000	66 293 000	36 464 163,58	26 134 322,30	62 598 485,88	

Recettes et dépenses

1. Les contributions des gouvernements à la masse commune des ressources se sont élevées à 169 593 188 dollars. Un montant de 66 395 dollars, représentant des contributions des gouvernements qui n'avaient pas été versées, a été passé par profits et pertes, le solde net étant donc de 169 526 793 dollars (voir état I et tableau 1).
2. Les recettes nettes provenant de la campagne 1980-1981 de l'Opération cartes de vœux et des opérations connexes se sont chiffrées à 18 408 160 dollars (état I). Un rapport sur la campagne 1980-1981 figure dans le rapport financier relatif à l'Opération cartes de vœux et opérations connexes pour l'exercice allant du 1er mai 1980 au 30 avril 1981 (E/ICEF/AB/L.240, voir la deuxième partie du présent rapport).
3. Les autres recettes provenant de sources diverses se sont élevées à 23 615 207 dollars (tableau 3). Il s'agissait essentiellement du revenu des placements à intérêt ainsi que des fonds déposés dans les comptes bancaires (11 383 490 dollars), des recettes provenant des contributions du personnel (6 843 531 dollars) et des gains sur les transactions en devises étrangères (1 376 172 dollars). Il est par ailleurs tenu compte dans les recettes totales des gains (ou des pertes) résultant de la conversion de l'actif et du passif en dollars des Etats-Unis (voir note 4).
4. L'appréciation du dollar des Etats-Unis (l'unité de compte) par rapport aux autres monnaies composant l'actif et le passif s'est traduite en 1981 par la diminution nette de leur valeur comptable (12 750 511 dollars). Conformément au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies, ce montant a été indiqué avant d'établir le revenu net (Etat I).
5. Le coût des fournitures représentant l'apport du FISE aux programmes des pays qui sont emballées et expédiées par le Centre d'emballage et d'emmagasinage du FISE à Copenhague (UNIPAC) s'est élevé au total à 31 984 801 dollars, montant qui a été imputé sur le budget des programmes par pays, aux coûts standards du matériel majorés d'une taxe moyenne destinée à couvrir les dépenses d'exploitation (11 p. 100) et les frais de transport (7,5 p. 100) du lieu de fabrication au Centre de Copenhague (E/ICEF/AB/L.228, par. 25).
6. Le Conseil d'administration a approuvé le projet de budget des services administratifs et d'appui au programme pour 1981 et les montants révisés correspondants à ses sessions de mai 1980 et 1981 (E/ICLP/673, par. 259 et E/ICEF/685, par. 206 et 207). La différence entre les montants révisés bruts (78 847 000 dollars) et les dépenses brutes (74 193 827 dollars) représente des économies budgétaires d'un montant de 4 653 173 dollars qui a été automatiquement annulé à la fin de l'année (état V). Les recettes prévues au budget et inscrites à la masse commune des ressources se sont élevées à 11 595 341 dollars. Les dépenses budgétaires nettes ont donc été de 36 464 164 dollars pour l'appui au programme et de 26 134 322 dollars pour les services administratifs (état V). La valeur au prix coûtant (à la date de l'achat) du matériel non consommable encore utilisé au Siège, mais non comptabilisé comme élément d'actif, s'élevait à 1 071 423 dollars au 31 décembre 1981.

7. Comme il est indiqué dans le rapport financier et les états financiers vérifiés de l'exercice terminé le 31 décembre 1980 3/, le secrétariat de l'Année internationale de l'enfant ne devait pas poursuivre ses activités au-delà de 1980. Les comptes du secrétariat ont donc été clos après imputation d'un montant de 61 242 dollars sur le budget de l'année en cours du FISE au titre des services administratifs.

Actif et passif

8. Au 31 décembre 1981, l'encaisse et le disponible en banque ou en transit représentaient un total de 95 375 100 dollars (état II) se répartissant comme suit :

87 867 199 dollars dans des monnaies librement utilisables;
7 507 901 dollars dans d'autres monnaies.

Parmi les éléments de passif correspondant à cet actif, on comptait les fonds d'affectation spéciale, soit 19 063 326 dollars sous forme de liquidités en dépôt et sous forme de contributions annoncées (état II).

9. Le montant total des contributions à recevoir s'élevait à 67 466 666 dollars, dont 67 405 554 dollars au titre de la masse commune des ressources et des fonds supplémentaires et 61 112 dollars au titre de l'Opération de secours au Kampuchea. Sur ce total, 35 931 046 dollars étaient dus au FISE par des gouvernements, 23 285 506 dollars par les comités nationaux pour le FISE et d'autres organisations non gouvernementales et 8 250 114 dollars par des organismes des Nations Unies. On trouvera une ventilation des chiffres correspondants au tableau 5. Si l'on ne tient pas compte de l'Opération de secours au Kampuchea, le montant des contributions à recevoir pour l'exercice en cours et les exercices antérieurs au titre de la masse commune des ressources et des fonds supplémentaires était de 55 757 759 dollars, soit 11 809 292 dollars de plus qu'en 1980. Si l'on considère que l'on attend un montant de 17 567 104 dollars d'un seul pays donateur qui n'avait pas versé de contributions en 1980, la situation générale à la fin de 1981 en ce qui concerne les contributions à recevoir s'est améliorée, puisqu'on enregistre une augmentation d'environ 6 millions de dollars par rapport à 1980. Le montant de 55 757 759 dollars comprend les contributions dues par les gouvernements pour l'exercice antérieur à 1981 et qui s'élevaient au total à 3 526 695 dollars, soit 344 768 dollars de plus qu'à la fin de 1980.

10. Les autres sommes à recevoir s'élevaient au total à 21 484 163 dollars (état II), contre 20 668 292 dollars à la fin de 1980, la différence étant principalement due à des contributions annoncées par les organismes des Nations Unies au titre des fournitures remboursables que le FISE achète pour leur compte (voir détails au tableau 6).

11. La valeur globale des fournitures destinées aux programmes qui sont entreposées au Centre d'emballage et d'emmagasinage du FISE à Copenhague (UNIPAC) et des stocks de matières premières et de produits finis de l'Opération cartes de vœux est indiquée à la rubrique "Stocks" de l'état II. Le détail des stocks est indiqué séparément dans le tableau 7. La valeur totale des stocks en fin d'exercice était de 39 035 551 dollars, soit 1 942 374 dollars de moins qu'en 1980. Cette différence est due essentiellement à une diminution de la valeur des stocks à l'UNIPAC. La valeur de la production de l'UNIPAC (fournitures emballées, expédiées et non expédiées) en 1981 était de 37 874 811 dollars, ce qui représente une baisse d'environ 7 millions de dollars par rapport à 1980. A la fin de l'année, la valeur des stocks de l'Opération cartes de vœux était presque identique à celle enregistrée à la fin de 1980.

12. Au cours des dernières années, le FISE a acheté des locaux à usage de bureaux et des logements pour le personnel des bureaux extérieurs, comme le Conseil d'administration l'y avait autorisé à sa session de mai 1974 (E/ICEF/633, par. 195). La valeur indiquée dans l'état II (2 340 989 dollars) représente le prix d'achat, moins l'amortissement (406 813 dollars) d'une maison à Brasilia (Brésil); de deux maisons à Djakarta (Indonésie), d'une maison à Juba (Soudan); de cinq maisons à Salisbury (Zimbabwe); d'immeubles de bureaux à Santiago (Chili), Dar es-Salam (République-Unie de Tanzanie) et Sana'a (République arabe du Yémen). Le coût des locaux achetés à Santiago et Juba a été complètement amorti.

13. Des contributions à des fins spéciales d'un montant de 11 647 796 dollars ont été versées ou annoncées pour financer les projets "notés" en 1982 et au-delà (voir détails au tableau 8).

14. Les sommes à payer et autres engagements non réglés se sont élevés à 15 768 249 dollars, contre 17 410 377 dollars en 1980 (état II). Cette diminution tient principalement à la réduction des sommes qui doivent être payées pour les fournitures et le transport (voir le détail de ces opérations au tableau 9). En outre, au 31 décembre 1981, il y avait des engagements contractuels non réglés d'un montant de 43 806 961 dollars correspondant à des commandes de fournitures et de matériel dont le coût avait été imputé sur des engagements approuvés n'ayant pas encore donné lieu à des dépenses et sur des fonds d'affectation spéciale, ainsi qu'à la reconstitution des stocks de l'UNIPAC à cette date. A la fin de 1980, le montant correspondant était de 48 242 848 dollars.

15. Un montant de 94 124 dollars a été prélevé sur la réserve pour assurance afin de remplacer des fournitures et du matériel perdus. Une somme équivalente a été prélevée sur les recettes du FISE et virée à la réserve pour la ramener à 200 000 dollars.

Engagements

16. L'état III récapitule les engagements approuvés par le Conseil d'administration pour l'appui au programme et les dépenses budgétaires, ainsi que les engagements qui ont pris effet entre les sessions du Conseil et les dépenses auxquelles ils ont donné lieu. Les engagements pris entre les sessions du Conseil se sont élevés à 67 437 093 dollars. Ce montant est à comparer au montant des engagements entre les sessions du Conseil en 1980 (113 672 654 dollars) et correspond à une diminution des fonds supplémentaires.

17. A la fin de l'exercice, le solde des engagements n'ayant pas encore donné lieu à des dépenses représentait au total 783 millions de dollars. Cette somme comprend 171 millions de dollars (montant brut) approuvés à la session de 1981 du Conseil pour le budget de l'exercice biennal 1982-1983 (E/ICEF/AB/L.236). Le solde, soit 612 millions de dollars, représente les engagements approuvés pour l'appui aux programmes, dans certains cas pour plusieurs années, et qui seront donc exécutés pendant la période 1982-1985.

18. L'état IV rend compte des engagements et des dépenses au titre des programmes dans chaque pays. La note de bas de page b/ énumère les prélèvements qui ont été opérés sur la réserve pour imprévus afin de financer des opérations dans certains pays.

RECAPITULATION DE PRINCIPES COMPTABLES IMPORTANTS

Comptes

1. Les comptes sont tenus conformément au Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies, sous réserve des ajustements requis par la nature des activités du FISE.
2. L'exercice financier correspond à l'année civile. Des procédures systématiques de clôture des comptes en fin d'exercice sont appliquées.
3. A moins que les dispositions relatives aux comptes spéciaux ne s'y opposent, l'actif et le passif, les recettes et les dépenses sont comptabilisés sur la base de l'exercice, qui consiste à arrêter, en fin d'exercice, les sommes à recevoir ou à payer aux fins de la clôture des comptes.
4. L'unité de compte est le dollar des Etats-Unis. Lorsque des montants sont libellés en d'autres monnaies, ils sont convertis en dollars des Etats-Unis sur la base du taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU. Toute différence due aux variations du taux de change entre le moment où une opération est passée en écriture et où elle devient effective est comptabilisée comme gain ou perte au change.
5. Périodiquement, les éléments de l'actif et du passif libellés en monnaies autres que le dollar des Etats-Unis sont évalués à des fins comptables au taux de change en vigueur pour les opérations de l'ONU. Toute différence due aux fluctuations de ces taux est comptabilisée séparément comme gain ou perte.
6. Dans le rapport financier et les comptes sont indiqués les recettes et les dépenses, l'actif et le passif du FISE, y compris ceux du Centre d'emballage et d'emménagement de Copenhague et de l'Opération cartes de vœux. Les principes selon lesquels les éléments sont regroupés correspondent aux politiques comptables exposées à la présente annexe.
7. Les recettes nettes de l'Opération cartes de vœux sont regroupées sur la base des résultats de la campagne de vente des cartes de vœux, dont les comptes sont clôturés à la fin de la campagne, c'est-à-dire le 30 avril de chaque année. Les fonds reçus et les dépenses effectuées pour la campagne suivante de l'Opération cartes de vœux sont respectivement portés dans des comptes distincts d'actif et de passif, sous les rubriques "Avances" ou "Recettes comptabilisées d'avance".

Recettes et dépenses

3. Les recettes comprennent la masse commune des ressources plus les fonds supplémentaires. La masse commune des ressources comprend les contributions volontaires annuelles des gouvernements les recettes nettes de l'Opération cartes de vœux, les fonds recueillis à des fins générales auprès du public et d'autres recettes accessoires. Les fonds supplémentaires sont les contributions volontaires versées au FISE à des fins déterminées par des gouvernements, des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies et destinées à des éléments de programmes du FISE "notés" par le Conseil d'administration qui entrent alors dans la catégorie des opérations financées sur la base d'engagements. Si les donateurs fixent certaines conditions à l'utilisation de leurs contributions, des comptes distincts sont ouverts pour faciliter la comptabilisation et la gestion financière.

9. Les recettes sont comptabilisées sur la base des fonds reçus ou des contributions annoncées pour l'exercice en cours. Les contributions à des fins déterminées qui sont annoncées par les donateurs et reçues pour les exercices suivants sont comptabilisées sous la rubrique 'Contributions annoncées et comptabilisées d'avance'.

10. Les dons en nature inscrits comme postes pour mémoire ne sont pas comptabilisés dans les comptes financiers du FISE. La valeur que les donateurs attribuent à leurs dons est indiquée dans les notes relatives aux états financiers.

11. Les dépenses sont comptabilisées lorsque les fonds sont décaissés ou lorsque la créance est reconnue par le FISE.

12. L'état des recettes et des dépenses (état I) ne comprend pas les fonds reçus pour des fonds d'affectation spéciale ni les dépenses imputées sur ces fonds qui ne nécessitent pas l'approbation d'engagements par le Conseil d'administration.

Actif et passif

13. Tous les fonds reçus sont déposés dans des comptes bancaires ouverts au nom du FISE. Les contributions annoncées mais non versées sont comptabilisées comme sommes à recevoir.

14. Les fonds liés aux activités qui ne nécessitent pas l'approbation d'engagements par le Conseil d'administration et versés au FISE au titre de certains arrangements, par exemple pour rembourser des achats de fournitures et de services, sont considérés comme des fonds d'affectation spéciale et comptabilisés séparément.

15. Le coût du mobilier de bureau et des autres biens non consommables est imputé sur les comptes budgétaires correspondants de l'exercice où les achats sont effectués. Les bâtiments achetés pour abriter les bureaux du FISE et loger le personnel sont comptabilisés comme éléments d'actif au prix d'achat, déduction faite de l'amortissement représenté par les loyers et les dépenses budgétaires annuelles. Le coût de l'entretien et des réparations est imputé sur les comptes budgétaires appropriés.

16. Les fournitures destinées aux programmes en stock à l'UNIPAC sont comptabilisées au coût moyen. Les marchandises en transit à l'UNIPAC sont évaluées au coût effectif. Les fournitures emballées mais non expédiées sont comptabilisées à la valeur à la passation de la commande, c'est-à-dire au coût moyen au moment de l'expédition, majoré des frais généraux. Le montant total représente la valeur des stocks de l'UNIPAC, ajustée pour tenir compte de la somme des différences entre les coûts moyens et effectifs. Le stock de matières premières de l'Opération cartes de vœux est comptabilisé au coût effectif. Les produits en cours de fabrication et les produits finis destinés à la vente lors des campagnes suivantes sont évalués au prix coûtant et inclus dans les stocks.

17. Les engagements contractuels, correspondant à des fournitures et du matériel commandés qui n'ont pas encore été livrés et dont le coût a été imputé sur les engagements non réglés au titre des programmes, ne sont pas inscrits dans les comptes financiers du FISE, à moins qu'il n'en soit convenu autrement avec les donateurs de fonds supplémentaires. En fin d'exercice, le montant approprié est indiqué dans les notes relatives aux états financiers. Les engagements contractuels correspondant à des matières premières de l'Opération cartes de vœux qui n'ont pas encore été livrés sont comptabilisés de la même façon.

18. Il n'est pas prévu de fonds pour couvrir les prestations à verser au personnel, au titre du rapatriement, etc., dans les années à venir, ou au titre des éventualités prévues à l'appendice D du Règlement du personnel de l'Organisation des Nations Unies, car des fonds sont prévus à cette fin dans le budget annuel.

19. Une réserve pour assurance de 200 000 dollars a été constituée en novembre 1950, lorsque le FISE a décidé d'être son propre assureur. Lorsque des prélèvements sont effectués, cette réserve doit être reconstituée par virement de fonds prélevés sur les recettes pour la maintenir à son montant de 200 000 dollars.

TABLEAUX RELATIFS AUX ETATS FINANCIERS

Tableau I

Contributions reçues ou annoncées pour l'exercice terminé le 31 décembre 1981 (à l'exclusion des contributions à l'opération de secours au Kampuchea)

(En dollars des Etats-Unis)

	Masse commune des ressources			Fonds supplémentaires			
	Gouvernements et organisations intergouvernementales	Sources non gouvernementales	Total	Gouvernements	Sources non gouvernementales	Système des Nations Unies	Total
Afghanistan	30 000,00		30 000,00				
Algérie	113 130,00		113 130,00				
Allemagne, République fédérale d'	4 856 744,38	2 532 614,92	7 389 359,30	1 091 272,73	932 811,87		2 024 084,60
Arabie saoudite	1 000 000,00	29 811,90	1 029 811,90		29 813,37		29 813,37
Antigua	299,21		299,21				
Argentine	103 406,81		103 406,81				
Australie	2 801 040,00	922,93	2 801 962,93		198 278,58		198 278,58
Autriche	764 426,73	64 206,60	828 633,33		482 419,61		482 419,61
Bahamas	2 961,98		2 961,98				
Bahrein	7 500,00	600,00	8 100,00				
Bangladesh	4 056,34	63,68	4 120,02				
Belgique	880 000,00	286 753,07	1 166 753,07	375 000,00	339 958,17		714 958,17
Bénin	10 600,71		10 600,71				
Bhoutan	2 000,00		2 000,00				
Birmanie	256 887,69		256 887,69				
Bolivie	16 000,00		16 000,00				
Botswana	11 175,00		11 175,00				
Brazil	85 000,00		85 000,00				
Brunei	18 319,95		18 319,95				
Bulgarie	58 685,45	9,39	58 694,84				
Canada	8 368 347,34	20,84	8 368 368,18	718 357,24	5 671 876,33		6 390 233,57
Chili	220 000,00		220 000,00				
Chine	212 500,00	502,18	213 002,18				
Colombie	359 065,71		359 065,71				
Congo	16 519,43		16 519,43				
Côte d'Ivoire	93 103,45	154,81	93 258,26				
Cuba	93 139,45		93 139,45				
Danemark	5 136 744,20	52 049,01	5 188 793,29	416 626,64	56 248,06		472 874,70
Djibouti	2 000,00		2 000,00				
Dominique	998,71		998,71				
Egypte	72 110,12		72 110,12		1 192,65		1 192,65
Emirats arabes unis	823 900,00	579,44	824 479,44				
Equateur	37 520,00		37 520,00				
Espagne	228 000,00	7 292,78	235 292,78		150 000,00		150 000,00
Etats-Unis d'Amérique		5 226 338,27 ^{b/}	41 199 022,27		1 397 586,99		1 397 586,99
Ethiopie	49 647,12		49 647,12				
Fidji	2 000,00		2 000,00				
Finlande	2 098 765,43	38 975,07	2 137 740,50	271 735,62	1 899 424,39		2 171 160,01
France	1 774 508,54	4 966 237,55	6 740 746,09		28 885,51		28 885,51
Gambie	5 325,09		5 325,09				
Ghana	9 600,00		9 600,00				
Grèce	120 000,00	34 301,18	154 301,18				
Grenade	3 748,36		3 748,36				
Guatemala	30 600,00		30 600,00				
Guinée-Bissau	394,74		394,74				
Guyana	4 480,00		4 480,00				
Haiti	7 500,00		7 500,00				
Honduras	20 000,00		20 000,00				
Hong-kong	6 913,21		6 913,21				
Hongrie	16 926,20	7 616,79	24 542,99				
Iles Vierges britanniques	299,21		299,21				
Inde	1 976 470,59	8 174,93	984 645,52				
Indonésie	654 889,59	1 040,13	655 929,72		1 605,14		1 605,14
Iran	342 784,06		342 784,06				
Iraq	122 033,90		122 033,90				
Irlande	424 920,13	136 439,14	561 359,27		7 348,24		7 348,24
Islande	18 426,44		18 426,44				
Israël	45 000,00		45 000,00				
Italie	4 832 709,67	314 285,71	4 146 995,38	4 349 749,93	83 333,33		4 433 083,26
Jamahiriya arabe libyenne	75 000,00		75 000,00				

Tableau I (suite)

	Masse commune des ressources			Fonds supplémentaires			
	Gouvernements et orga- nisations intergouver- nementales	Sources non gouver- nementales	Total	Gouvernements	Sources non gouver- nementales	Système des Nations Unies	Total
Jamaïque	15 166,54	80,16	15 246,70				
Japon	6 191 220,70	2 534 926,89	8 726 153,70		2 092 560,62		2 092 560,62
Jordanie	29 761,91		29 761,91				
Kenya	24 761,90	37,50	24 799,40		98,85		98,85
Koweït	200 000,00		200 000,00				
Lesotho	2 055,00		2 055,00				
Liban	21 739,13	1 211,46	22 950,61	6 190 919,05			6 190 919,05
Liechtenstein	2 000,00		2 000,00				
Luxembourg	25 373,13	18 357,37	43 730,50	7 894,74			7 894,74
Madagascar	10 600,71		10 600,71				
Malaisie	364 950,81	16,40	364 967,21				
Malawi	4 264,00		4 264,00				
Maldives	3 000,00		3 000,00				
Malte	5 229,00		5 229,00				
Maroc	100 000,00		100 000,00				
Maurice	4 019,14		4 019,14				
Mauritanie	2 000,00		2 000,00				
Mexique	286 481,46	1 993,72	288 475,20		22 762,67		22 762,67
Monaco	4 210,53		4 210,53	19 700,00			19 700,00
Mongolie	3 500,00		3 500,00				
Montserrat	200,00		200,00				
Mozambique		6,94	6,94				
Népal	8 823,53	13,00	8 836,53				
Nigéria	197 268,59	354,15	197 622,74	45 289,86			45 289,86
Norvège	12 420 007,27	157 980,34	12 578 787,61	3 038 023,61			3 038 023,61
Nouvelle-Zélande	598 290,60		598 290,60		53 598,13		53 598,13
Oman	50 000,00		50 000,00				
Pakistan	159 343,43	59,60	159 403,03				
Panama	22 000,00		22 000,00				
Paraguay	7 000,00		7 000,00				
Pays-Bas	8 129 986,72	892 408,31	9 022 375,03	6 957 000,00	1 890 975,25		6 847 975,25
Pérou	120 000,00		120 000,00				
Philippines	512 900,71		512 900,71		10,00		10,00
Pologne	209 210,85		209 210,85				
Portugal	15 000,00	211,96	15 211,96		16 199,70		16 199,70
Qatar	200 000,00		200 000,00				
République arabe syrienne	25 641,03		25 641,03				
République de Corée	128 000,00	480,99	128 480,99				
République démocratique allemande	133 333,33		133 333,33				
République démocratique populaire lao	5 000,00		5 000,00				
République dominicaine	10 000,00		10 000,00				
République socialiste soviétique de Biélorussie	79 337,09		79 337,09				
République socialiste soviétique d'Ukraine	158 674,19		158 674,19				
République-Unie de Tanzanie	33 939,40		33 939,40				
République-Unie du Cameroun	85 796,90		85 796,90				
Roumanie	12 500,00		12 500,00				
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	11 620 831,54	19 528,08	11 640 359,62	206 692,91	129 193,80		335 886,71
Rwanda	4 076,96		4 076,96				
Saint-Christophe-et- Nièves et Anguilla	750,00		750,00				
Sainte-Lucie	2 586,68		2 586,68				
Saint-Marin	2 520,57		2 520,57				
Saint-Siège	1 000,00		1 000,00				
Saint-Vincent-et- Grenadines	1 500,00		1 500,00				
Seychelles	1 000,00		1 000,00				
Singapour	1 388,95		1 388,95				

Tableau I (fin)

	Masse commune des ressources			Fonds supplémentaires			
	Gouvernements et orga- nisations intergouver- nementales	Sources non gouver- nementales	Total	Gouvernements	Sources non gouver- nementales	Système des Nations Unies	Total
Somalie	19 261,64		19 261,64				
Soudan	35 000,00		35 000,00				
Sri Lanka	10 922,33		10 922,33				
Suède	24 299 700,37	250 053,06	24 549 754,23	3 437 701,87			3 437 701,87
Suisse	3 507 380,87	1 031 263,98	5 138 664,85	2 049 569,16	2 791,88		2 052 361,04
Svaziland	6 951,87		6 951,87				
Tchécoslovaquie	85 178,88		85 178,88				
Thaïlande	292 871,19	5 698,56	298 569,75				
Trinité-et-Tobago	10 364,84		10 364,84				
Tunisie	79 484,92		79 484,92				
Turquie	162 231,41	100,00	162 331,41				
Union des Républiques socialistes soviétiques	880 434,70		880 434,78				
Venezuela	200 000,00		200 000,00				
Viet Nam	5 000,00	7,22	5 007,22				
Yémen	50 869,24		50 869,24				
Yémen démocratique	5 060,00		5 060,00				
Yougoslavie	235 000,00		235 000,00				
Zaïre	102 000,00		102 000,00				
Zambie	44 036,61	549,45	45 186,06				
Zimbabwe		153,84	153,84				
	<u>147 593 186,37</u>	<u>19 224 504,12</u>	<u>166 817 692,49</u>	<u>31 175 533,36</u>	<u>15 489 739,87</u>		<u>46 665 273,23</u>
Programme arabe du Golfe en faveur des organismes de développement des Nations Unies	22 000 000,00 ^{a/}		22 000 000,00				
A déduire : Ajustement des recettes des exercices précédents	(66 395,60)		(66 395,60)		(4 793,45)		(4 793,45)
	<u>169 526 792,77</u>	<u>19 224 504,12</u>	<u>188 751 296,89</u>	<u>31 175 533,36</u>	<u>15 484 946,42</u>		<u>46 660 479,78</u>
SYSTEME DES NATIONS UNIES							
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies		12 392,43	12 392,43		5 279,58		5 279,58
FENU, New York						2 371 178,29	2 371 178,29
PNUD, New York						100 000,00	100 000,00
PNUAF, New York						607 547,00	607 547,00
HCR, Genève						224 000,00	224 000,00
		<u>12 392,43</u>	<u>12 392,43</u>		<u>5 279,58</u>	<u>3 302 725,29</u>	<u>3 308 004,87</u>
A déduire : Ajustement des recettes des exercices précédents						(89,61)	(89,61)
		<u>12 392,43</u>	<u>12 392,43</u>		<u>5 279,58</u>	<u>3 302 635,68</u>	<u>3 307 915,26</u>
	<u>169 526 792,77</u>	<u>19 236 896,55</u>	<u>188 763 689,32</u>	<u>31 175 533,36</u>	<u>15 490 226,00</u>	<u>3 302 635,68</u>	<u>49 968 395,04</u>
RECAPITULATION							
Gouvernements et organisations intergouver- nementales	200 702 326,13						
Sources non gouvernementales	34 727 122,55						
Système des Nations Unies	3 302 635,68						
TOTAL	<u>238 732 084,36</u>						

a/ Le montant total de la contribution du Programme arabe du Golfe en faveur des organismes de développement des Nations Unies annoncée pour 1981 s'élevait à 25 millions de dollars, en fin d'exercice; un solde de 3 millions de dollars n'a pas encore été définitivement alloué.

b/ Ce total comprend un montant de 375 000 dollars représentant des contributions versées au Comité des Etats-Unis, pour le FISE, par des sociétés privées des Etats-Unis, sur l'initiative de son Altesse royale, le Prince Talal, Président du Programme arabe du Golfe en faveur des organismes de développement des Nations Unies.

Tableau 2

Contributions à l'opération de secours au Kampuchea

(Reçus ou à recevoir au 31 décembre 1981)

(En dollars des Etats-Unis)

	Gouvernements et organisations intergouverne- mentales	Sources non gouvernementales	Total
Allemagne, République fédérale d'	454 545,45	281 336,79	735 882,24
Australie	346 170,00	38 011,29	384 181,29
Bolivie		18,36	18,36
Canada	251 010,00		251 010,00
Danemark	272 108,84	133,33	272 242,17
Etats-Unis d'Amérique	6 379 136,00	371 199,50	6 750 335,50
France		14 794,62	14 794,62
Hongrie		1 523,36	1 523,36
Inde		1 355,17	1 355,17
Irlande	57 225,00		57 225,00
Japon	3 680 019,86	144 381,86	3 824 401,72
Malaisie	25 000,00		25 000,00
Norvège	1 777 821,62		1 777 821,62
Nouvelle-Zélande	62 145,00	5 607,48	67 752,48
Pays-Bas	1 258 415,76	256 884,62	1 515 300,38
Philippines	3 333,34		3 333,34
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		22 332,51	22 332,51
Singapour	10 000,00		10 000,00
Suède	196 850,39		196 850,39
Suisse	255 681,82	96 310,56	351 992,38
Thaïlande		5 959,43	5 959,43
Tunisie	5 000,00		5 000,00
	15 034 463,08	1 239 848,88	16 274 311,96
Communauté économique européenne	6 504 453,23		6 504 453,23
Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies		315,00	315,00
	21 538 916,31	1 240 163,88	22 779 080,19
<u>A déduire</u> : Ajustement des recettes des exercices précédents	<u>(120 000,00)</u>		<u>(120 000,00)</u>
	<u>21 418 916,31</u>	<u>1 240 163,88</u>	<u>22 659 080,19</u>

Tableau 3

Autres recettes : chiffres pour 1981 et chiffres correspondants de 1980
(En dollars des Etats-Unis)

	1981	1980	Augmentation (Diminution)
<u>Recettes inscrites au budget a/</u>			
Contributions du personnel	6 843 531,41	5 059 533,74	1 783 997,67
Remboursement de services fournis à l'Opération cartes de voeux	457 928,61	432 766,26	25 162,35
Ajustements des sommes à payer (exercice précédent)	1 258 342,15	1 024 371,87	233 970,28
Commissions payées par des organisations et remboursement du coût de services fournis	483 927,73	673 214,23	(189 286,50)
Recettes couvrant les frais généraux de campagnes d'information et manifestations spéciales	100 000,00	100 000,00	-
Recettes provenant de la vente de films, de livres, de publications, etc.	30 326,15	48 556,91	(18 230,76)
Recettes provenant de la vente de matériel de bureau excédentaire ou vétuste	117 317,77	117 564,54	(246,77)
Remboursement de cotisations versées par le FISE à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies	227 181,79	162 423,17	64 758,62
Recettes accessoires	<u>172 040,51</u>	<u>152 353,27</u>	<u>19 687,24</u>
	<u>9 690 596,12</u>	<u>7 770 783,99</u>	<u>1 919 812,13</u>
<u>Recettes relatives aux opérations des programmes</u>			
Indemnisation (transport et assurances)	556 213,07	56 049,61	500 163,46
Recettes provenant de la vente de matériel excédentaire ou vétuste (programme)	22 146,28	21 259,84	886,44
Recettes pour l'Année internationale des personnes handicapées	<u>102 324,79</u>	-	<u>102 324,79</u>
	<u>680 684,14</u>	<u>77 309,45</u>	<u>603 374,69</u>
<u>Recettes relatives aux opérations financières</u>			
Intérêts (comptes courants et placements à court terme)	11 383 489,90	11 372 037,56	11 452,34
Escomptes au comptant	282 827,31	414 144,83	(131 317,52)
Gains (pertes) au change	1 376 172,21	(679 843,33)	2 056 015,54
Recettes accessoires	<u>201 437,53</u>	<u>1 024 634,84</u>	<u>(823 197,31)</u>
	<u>13 243 926,95</u>	<u>12 130 973,90</u>	<u>1 112 953,05</u>
	<u>23 615 207,21</u>	<u>19 979 067,34</u>	<u>3 636 139,87</u>

a/ Les apports de fonds des gouvernements destinés à couvrir les dépenses budgétaires locales sont inclus dans les contributions des gouvernements à raison de 1 904 745,02 dollars (voir états I et V).

Tableau 4

Disponibilités au 31 décembre 1981
(Equivalent en dollars des Etats-Unis)

	Temps restant à courir jusqu'à l'échéance					Total
	Dépôts à vue et comptes	2-7 jours	8-30 jours	31-90 jours	Plus de 90 jours	
<u>Encaisse et disponible en banque ou en transit</u>						
Monnaies librement utilisables	5 882 064,09					5 882 064,09
Monnaies non librement utilisables	5 103 861,79					5 103 861,79
<u>Total partiel</u>	<u>10 985 925,88</u>					<u>10 985 925,88</u>
<u>Placements dans des comptes porteurs d'intérêts</u>						
Deutsche Mark		2 272 727,27	13 454 545,45			15 727 272,72
Yen japonais			2 347 417,84			2 347 417,84
Franc suisse		6 713 068,18	9 715 909,09	5 164 319,25	3 877 934,27	11 389 671,36
Dollar des Etats-Unis	1 047 253,98	4 000 000,00	12 125 000,00	6 000 000,00	50 000,00	19 269 886,36
Autres monnaies librement utilisables	35 678,40	7 774 223,42	3 716 891,02	849 237,63		23 222 253,98
Autres monnaies non librement utilisables	591 770,95	798 233,11	84 669,61	329 365,08		12 376 050,47
<u>Total partiel</u>	<u>1 674 703,33</u>	<u>21 558 251,98</u>	<u>42 044 433,01</u>	<u>15 183 851,05</u>	<u>3 927 934,27</u>	<u>84 389 173,64</u>
<u>Total</u>	<u>12 660 629,21</u>	<u>21 558 251,98</u>	<u>42 044 433,01</u>	<u>15 183 851,05</u>	<u>3 927 934,27</u>	<u>95 375 099,52</u>
<u>Récapitulation :</u>						
Monnaies librement utilisables						87 867 198,98
Monnaies non librement utilisables						7 507 900,54
						<u>95 375 099,52</u>

Tableau 5

Contributions à la masse commune des ressources et aux fonds
supplémentaires à recevoir au 31 décembre 1961
(En dollars des Etats-Unis)

	Gouvernements		Sources non gouvernementales		Système des Nations Unies		Total
	Pour l'exercice en cours et des exercices antérieurs	Pour des exercices futurs	Pour l'exercice en cours et des exercices antérieurs	Pour des exercices futurs	Pour l'exercice en cours et des exercices antérieurs	Pour des exercices futurs	
A. Masse commune des ressources et fonds supplémentaires (non compris les fonds destinés au Kamouche)							
Allemagne, République fédérale d'	200 000,00	2 602 727,28	2 501 563,64				5 304 290,92
Algérie	113 130,00						113 130,00
Australie			30 000,00				30 000,00
Autriche			161 290,32				161 290,32
Bahreïn	15 000,00						15 000,00
Bangladesh	6 000,00						6 000,00
Belgique	1 760 000,00						1 760 000,00
Bolivie	46 941,00						46 941,00
Canada			5 140 462,92				5 140 462,92
Côte d'Ivoire	49 187,28						49 187,28
Danemark	505 000,00		69 014,08				574 014,08
Djibouti	4 000,00						4 000,00
Egypte	72 110,12						72 110,12
Equateur	9 339,64						9 339,64
Espagne	83 938,00						83 938,00
Etats-Unis d'Afrique	172 684,00		4 978 000,00				5 150 684,00
Finlande			1 898 372,09				1 898 372,09
France			2 477 876,10				2 477 876,10
Grèce	33 600,00		26 785,71				60 385,71
Guatemala	2 201,23						2 201,23
Guinée	39 534,88						39 534,88
Guinée-Bissau	394,74						394,74
Indonésie	300 000,00						300 000,00
Irak	122 033,90						122 033,90
Irlande			143 769,97				143 769,97
Israël	45 000,00						45 000,00
Italie			319 312,26				319 312,26
Jamhuriya arabe libyenne	103 600,00						103 600,00
Japon			3 249 629,69				3 249 629,69
Koweït	200 000,00						200 000,00
Liban	3 495 167,28						3 495 167,28
Madagascar	30 918,73						30 918,73
Mauritanie	2 000,00						2 000,00
Mexique	6 596,12						6 596,12
Mongolie	3 500,00						3 500,00
Norvège			154 385,96				154 385,96
Nouvelle-Zélande			62 724,17				62 724,17
Oman	50 000,00						50 000,00
Pakistan	102 020,20						102 020,20
Paraguay	23 000,00						23 000,00
Pays-Bas	3 407 000,00		1 110 282,08				4 517 282,08
Pérou	120 000,00						120 000,00
République démocratique populaire lao	5 000,00						5 000,00
République dominicaine	10 000,00						10 000,00
République-Unie de Tanzanie	4 848,48						4 848,48
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	224 409,45	74 370,08	323 922,70				622 702,23

Tableau 5 (fin)

	<u>Gouvernements</u>		<u>Sources non gouvernementales</u>		<u>Système des Nations Unies</u>		<u>Total</u>
	<u>Pour l'exercice en cours et des exercices antérieurs</u>	<u>Pour des exercices futurs</u>	<u>Pour l'exercice en cours et des exercices antérieurs</u>	<u>Pour des exercices futurs</u>	<u>Pour l'exercice en cours et des exercices antérieurs</u>	<u>Pour des exercices futurs</u>	
A. <u>Masse commune des ressources et fonds supplémentaires</u> (non compris les fonds destinés au Kampuchea) (suite)							
Saint-Siège	1 000,00						1 000,00
Soudan	70 000,00						70 000,00
Sri Lanka	10 922,33						10 922,33
Suède	294 659,30	110 497,24	15 125,52				420 282,06
Suisse	847 727,27		568 181,82				1 415 909,09
Suriname	8 000,00						8 000,00
Swaziland	6 951,87						6 951,87
Thaïlande	315 851,53						315 851,53
Togo	10 600,71						10 600,71
Uruguay	5 000,00						5 000,00
Yémen	7 692,31						7 692,31
Yémen démocratique	5 060,00						5 060,00
Yougoslavie	118 423,06						118 423,06
Programme arabe du Golfe en faveur des organismes de développement des Nations Unies	17 567 103,80						17 567 103,80
Fonds de l'OPEP		2 500 000,00					2 500 000,00
<u>Organismes des Nations Unies</u>							
FENU, New York					1 633 528,44	5 546 000,00	7 179 528,44
PNUAP, New York					18 558,00	814 201,00	832 759,00
PNUE, Nairobi					237 826,00		237 826,00
	<u>30 637 147,23</u>	<u>5 287 594,60</u>	<u>23 230 699,03</u>	<u>-</u>	<u>1 889 912,44</u>	<u>6 360 201,00</u>	<u>67 405 554,30</u>
B. <u>Opération de secours au Kampuchea</u>							
Allemagne, République fédérale d'			7 527,27				7 527,27
Japon			47 280,09				47 280,09
Liban	3 804,35						3 804,35
Singapour	2 500,00						2 500,00
	<u>6 304,35</u>	<u>-</u>	<u>54 807,36</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>61 111,71</u>
TOTAL	<u><u>30 643 451,58</u></u>	<u><u>5 287 594,60</u></u>	<u><u>23 285 506,39</u></u>	<u><u>-</u></u>	<u><u>1 889 912,44</u></u>	<u><u>6 360 201,00</u></u>	<u><u>67 466 666,01</u></u>

Tableau 6

Sommes à recevoir, avances et dépôts : chiffres pour 1981
et chiffres correspondants de 1980
(En dollars des Etats-Unis)

	1981	1980	Augmentation (diminution)
<u>Sommes à recevoir :</u>			
De l'ONU et d'institutions spécialisées (pour des fournitures et sommes avancées au titre de bourses et d'autres projets communs d'assistance)	584 349,12	962 760,47	(378 411,35)
D'organisations non gouvernementales (campagnes de collecte de fonds) :			
Comités nationaux pour le FISE	1 595 271,04	1 276 341,07	318 929,97
Autres organisations	59 244,21	235 507,23	(176 263,02)
De gouvernements :			
Pour l'Année internationale de l'enfant (coûts des services d'exécution)		62 303,95	(62 303,95)
Divers	215 538,41	84 215,53	131 322,88
De compagnies de transport et d'assurance (indemnisations)	266 103,36	165 608,12	100 495,24
Divers	1 752 126,87	1 378 338,96	373 787,91
Fonds d'affectation spéciale (gouvernements et autres organisations)	3 708 198,26	2 051 842,79	1 656 355,47
<u>Avances</u>			
Aux fournisseurs (sur le prix des marchandises achetées et pour le transport)	637 645,59	950 521,04	(312 875,45)
A l'Opération cartes de vœux :			
Dépenses budgétaires pour la campagne en cours	9 419 833,30	9 357 807,97	62 025,33
Dépenses budgétaires pour la campagne suivante	364 566,00	97 749,55	266 816,45
Droits de douane et taxes	125 908,84	314 275,99	(188 367,15)
<u>Dépôts et paiements anticipés pour services fournis dans certains bureaux</u>	2 152 551,46	2 603 789,73	(450 238,27)
<u>Intérêts échus</u>	<u>602 826,10</u>	<u>1 127 230,07</u>	<u>(524 403,97)</u>
Total	<u>21 484 162,56</u>	<u>20 668 292,47</u>	<u>815 870,09</u>

Tableau 7

Stocks : Chiffres pour 1981 et chiffres correspondants de 1980
(En dollars des Etats-Unis)

	1981	1980	Augmentation (diminution)
<u>Fournitures pour les programmes du FISE</u>			
<u>Centre d'emballage et d'emmagasinage du FISE à Copenhague</u>			
En stock (valeur au coût moyen)	22 208 447,61	24 806 108,55	(2 597 660,94)
Emballées mais non expédiées (valeur à la passation de la commande)	1 436 756,12	1 307 781,29	128 974,83
En transit (au prix coûtant)	<u>1 044 496,41</u>	<u>1 402 737,93</u>	<u>(358 241,52)</u>
	24 689 700,14	27 516 627,77	(2 826 927,63)
<u>A déduire</u> : différence entre le coût moyen des stocks et leur coût réel	<u>(131 402,06)</u>	<u>(967 925,44)</u>	<u>836 523,38</u>
	24 558 298,08	26 548 702,33	(1 990 404,25)
<u>Matériel d'emballage</u>	<u>162 030,70</u>	<u>245 792,00</u>	<u>(83 761,30)</u>
Total des stocks au Centre d'emballage et d'emmagasinage du FISE et en transit	24 720 328,78	26 794 494,33	(2 074 165,55)
<u>Stocks détenus ailleurs</u>			
Chez les fournisseurs, stocks divers (au prix coûtant)	<u>31 742,23</u>	<u>15 665,15</u>	<u>16 077,08</u>
	24 752 071,01	26 810 159,48	(2 058 088,47)
<u>Opération cartes de voeux</u>			
Matières premières (au prix coûtant)	3 460 954,63	3 456 078,69	4 875,94
Produits en cours de fabrication et produits finis (campagne en cours) (au prix coûtant)	8 730 757,97	8 315 683,86	415 074,11
Produits en cours de fabrication (campagne suivante) (au prix coûtant)	<u>2 091 767,65</u>	<u>2 396 003,40</u>	<u>(304 235,75)</u>
	<u>14 283 480,25</u>	<u>14 167 765,95</u>	<u>115 714,30</u>
Total des stocks	<u>39 035 551,26</u>	<u>40 977 925,43</u>	<u>(1 942 374,17)</u>

Tableau 8

Contributions afférentes à des exercices futurs
annoncées d'avance, au 31 décembre 1981

(En dollars des Etats-Unis)

Allemagne, République fédérale d'	2 602 727,28
Suède	110 497,24
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	74 370,08
Fonds de l'OPEP	<u>2 500 000,00</u>
	5 287 594,60
<u>Organismes des Nations Unies</u>	
FENU	5 546 000,00
FNUAP	<u>814 201,00</u>
	6 360 201,00
	<u>11 647 795,60</u>

Tableau 9

Sommes à payer et autres engagements non réglés : chiffres
pour 1981 et chiffres correspondants de 1980
(En dollars des Etats-Unis)

	1981	1980	Augmentation (diminution)
<u>Sommes à payer :</u>			
A l'ONU et à des institutions spécialisées (principalement, traitements et salaires et indemnités connexes)	2 311 602,16	1 686 561,49	625 040,67
Pour l'achat et le transport de fournitures et de matériel	3 998 664,87	10 013 165,97	(6 014 501,10)
Divers	1 011 123,26	397 098,89	614 024,37
<u>Engagements non réglés</u>			
Engagements (dépenses budgétaires) non réglés	5 341 206,29	3 772 719,21	1 568 487,08
Engagements (cartes de voeux) non réglés	2 655 652,14	1 140 831,35	1 514 820,79
Provision pour sommes à payer à des fonctionnaires en vertu du système de péréquation des impôts	450 000,00	400 000,00	50 000,00
Total	<u>15 768 248,72</u>	<u>17 410 376,91</u>	<u>(1 642 128,19)</u>

Tableau 10

Fonds d'affection spéciale pour les achats et services remboursables

Récapitulation des opérations de 1981

(En dollars des États-Unis)

Donateurs	Solde au 1er janvier 1981	Fonds		Total disponible	Dépenses	Montants rendus/virés	Solde au 31 décembre 1981
		Reçus	Versés d'avance/ annoncés				
(Dollars E.-U.)							
GOUVERNEMENTS							
Abou Dhabi	14 081,49			14 081,49		147,60	13 933,89
Afghanistan	32 529,75			32 529,75	9 236,77		23 292,98
Algérie		119 183,59		119 183,59	119 183,59		
Allemagne, République fédérale d'	78 426,87	164 912,00	7 043,42	250 382,29	91 471,12		158 911,17
Arabie saoudite	2 302 938,12			2 302 938,12	491 792,59		1 811 145,53
Bahamas		3 583,33		3 583,33	3 497,14		86,19
Bangladesh	893 718,07	2 838 017,75		3 731 735,82	940 029,44		2 791 706,38
Barbade		4 065,00		4 065,00	3 813,52		251,48
Bolivie		121 887,90		121 887,90			121 887,90
Canada	143,56			143,56		143,56	
Congo	641,63	19 671,65		20 313,28	16 423,81	1 826,16	2 063,31
Costa Rica		79 800,00		79 800,00	66 969,01		12 830,99
Côte d'Ivoire	246,61			246,61	52,29	194,32	
Danemark		5 749 095,53		5 749 095,53	849 191,55		4 899 903,98
Equateur		23 987,73	1 713,41	25 701,14	25 701,14		
États-Unis d'Amérique	21,00	740 476,29	2 448,39	742 945,68	742 945,68		
Gambie	2 690,90	356,30		2 957,20	1 860,70		1 096,50
Ghana		142 592,28		142 592,28	61 015,58	345,59	81 231,11
Guatemala	13 082,16	19 300,00		32 382,16	24 250,17	4 434,95	3 697,04
Guinée-Bissau		101 242,86		101 242,86	95 213,48		6 029,38
Iles Caennanes		537,60	7,88	545,48	545,48		
Iles Turques et Caïques	1 202,00			1 202,00	1 202,00		
Inde	16 628,68			16 628,68	332,83		16 295,85
Iran	189 716,71			189 716,71	169 282,78	6 646,97	13 786,46
Iraq	2 288 586,33			2 288 586,33	1 504 351,59		784 234,74
Japon	29 081,04	121 338,09	12 284,50	162 703,63	126 525,56		36 178,07
Kenya		1 704,51		1 704,51			1 704,51
Koweït	1 245,09	2 622,42		3 867,51	1 245,09		2 622,42
Liban	20 988,12			20 988,12		20 988,12	
Libéria	3 288,62	57 800,00		61 088,62	50 410,65		10 677,97
Mali	426,44	78,97		505,41	505,41		
Maroc	707 796,83			707 796,83	487 882,72		219 914,11
Mauritanie		149 700,00	3 852,24	158 552,24	158 552,24		243 956,23
Mexique	36 180,79	419 664,80		455 845,59	193 174,67	18 714,69	425 457,16
Mozambique		425 457,16		425 457,16			425 457,16
Népal	138 449,96	41 610,01		180 059,97	54 027,96	125 000,00	1 032,01
Nigéria		1 147 786,23		1 147 786,23	708 718,69		439 067,54
Norvège		62 450,33	1 708,39	64 158,72	51 506,31		12 652,41
Pakistan	49 426,67	147 828,14		197 254,81	15 064,50	21 432,34	160 757,97
Panama		4 000,00		4 000,00	3 509,74	490,26	
Papouasie- Nouvelle-Guinée		46 369,32		46 369,32			46 369,32
Paraguay		15 000,00		15 000,00	13 872,16		1 127,84
Pérou		15 025,18	304,89	15 330,07	14 999,07	331,00	
Philippines	35 595,94	63 630,85		99 226,79	63 316,31	27 510,48	8 400,00
Pologne	1 642,71			1 642,71			1 642,71
Portugal		16 250,00		16 250,00	14 883,00		1 367,00
Qatar			11 816,13	11 816,13	11 816,13		
République de Corée		310,00		310,00	192,66		117,34
République-Unie de Tanzanie	1 035 581,40	1 027 247,89		2 062 829,29	1 425 875,72	3 797,96	633 155,61
Saint-Christophe- et-Nièves et Anguilla		9 907,00		9 907,00			9 907,00
Sénégal		6 988,71	520,50	7 509,21	7 509,21		
Somalie		821 590,76		821 590,76	254 344,68		567 246,08
Soudan	978,59	136 700,00		137 678,59	68 013,10	978,60	68 666,49
Sri Lanka	43 842,07	1 930,00		45 772,07	45 772,07		45 772,07
Suède	121 154,57	62 906,78		184 061,35	137 341,24		46 720,11
Suède	249 565,58	645 763,89		895 329,47	617 598,45	118 860,92	158 870,10
Thaïlande	5 241,65		1 044,69	6 286,34	6 286,34		
Tunisie		283 098,67		408 568,92	365 910,45		42 658,47
Turquie	125 470,25	154 075,93		154 075,93	92 581,02		61 494,91
Yémen				855,53	220,34		635,19
Yougoslavie	855,53			855,53	3 283,04		2 772,46
Zaire	6 055,50			6 055,50			59 256,44
Zambie	128 983,67	163 035,50		292 019,17	232 062,73		
	<u>8 576 411,90</u>	<u>16 180 580,95</u>	<u>47 744,44</u>	<u>24 804 740,29</u>	<u>10 399 591,45</u>	<u>351 843,52</u>	<u>14 053 305,32</u>

Tableau 10 (fin)

Donateurs	Fonds		Verbes d'avance/ annués	Total disponible	Dépenses	Montants rendus/virés	Solde au 31 décembre 1961
	Solde au 1er janvier 1961	Requis					
ORGANISMES DES NATIONS UNIES							
IFRUD, New York		28 741,25		28 741,25	25 633,56		3 107,69
FRUJ, New York	274 917,99	140 801,00		415 718,99	342 351,59		73 367,40
OMS, Genève	21 143,63	37 861,63	16 561,70	75 566,96	75 566,96		
UNRWA, Beyrouth		3 342,76		3 342,76	2 906,11	225,64	211,01
FRUAF, New York	4 404 378,61	183 425,00	992 531,43	5 380 335,04	1 923 604,84	4 065,00	3 652 665,20
HCR, Genève	81 243,20	182 758,00		264 001,20	131 661,74	28 243,19	104 096,27
OPS, Washington	69 000,00			69 000,00			69 000,00
Unesco, Paris	7 000,00			7 000,00		7 000,00	
Opération de secours des Nations Unies au Karamoja/ Nil occidental							
		<u>322 463,77</u>		<u>322 463,77</u>			<u>322 463,77</u>
	<u>4 857 683,43</u>	<u>899 393,41</u>	<u>1 009 093,13</u>	<u>6 766 169,97</u>	<u>2 301 724,80</u>	<u>39 333,83</u>	<u>4 224 211,38</u>
BONCES NON GOUVERNEMENTALES							
Fonds central d'affectation spéciale pour les secours d'urgence au Kampuchea g/							
		4 775 448,28		4 775 448,28		4 775 448,28	
DIVERS							
	617 839,03	4 815 588,37	337 183,64	5 770 611,04	5 003 170,34	45 518,85	721 921,85
	<u>617 839,03</u>	<u>9 391 036,69</u>	<u>337 183,64</u>	<u>10 346 059,32</u>	<u>5 003 170,34</u>	<u>5 820 967,33</u>	<u>721 921,85</u>
	<u>14 031 937,36</u>	<u>26 671 011,01</u>	<u>1 394 021,21</u>	<u>42 116 969,58</u>	<u>17 904 486,59</u>	<u>5 212 344,48</u>	<u>19 000 138,51</u>

g/ Fonds reçus de divers donateurs et que le FINE, en tant que chef de file, transfère à d'autres organisations des Nations Unies participant à l'opération commune de secours.

Renseignements statistiques et autres

Le présent appendice comprend des tableaux qui donnent des renseignements statistiques et autres sur les activités du FISE; ces renseignements ne font pas partie des états financiers et sont communiqués pour information.

Tableaux

A. Etat récapitulatif des fonds provenant des organismes des Nations Unies

1. Etat récapitulatif, au 31 décembre 1981, des fonds provenant des organismes des Nations Unies et utilisés pour financer des engagements du Conseil d'administration.

B. Dépenses du FISE

2. Ventilation, par programme, des dépenses au titre de la coopération pour les exercices 1981 et 1980.
3. Tableau récapitulatif des dépenses de 1981 (par région et par type de programme).

C. Engagements du FISE

4. Tableau récapitulatif des engagements fermes approuvés par le Conseil d'administration à ses sessions de janvier, mai et octobre 1981, par région et par principaux domaines d'assistance.
5. Engagements ayant pris effet en 1981 entre les sessions du Conseil d'administration (engagements correspondant à des contributions à la masse commune des ressources et à des contributions à des fins spéciales reçues ou annoncées en 1981; ajustements et virements).
6. Etat récapitulatif des engagements approuvés en 1981 (par région et par type de programme).

A. ETAT RECAPITULATIF DES FONDS PROVENANT DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

Tableau 1

Etat récapitulatif, au 31 décembre 1981, des fonds provenant des organismes des Nations Unies et utilisés pour financer des engagements du Conseil d'administration

(En dollars des Etats-Unis)

	Solde initial	Fonds reçus	Fonds versés d'avance	Total	Dépenses	Rendus/virés	Solde
Fonds d'équipement des Nations Unies	573 648,52	1 603 408,24		2 177 056,76	601 689,37	465 758,39	1 109 609,00
Programme des Nations Unies pour le développement	89,61	100 000,00		100 089,61		89,61	100 000,00
Bureau du Coordonnateur des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe	44 589,12			44 589,12	126,52		44 462,60
Programme des Nations Unies pour l'environnement		79 051,06		79 051,06	77 776,91		1 274,15
Fonds des Nations Unies pour les activités en matière de population	459 425,90	535 575,00		995 000,90	834 749,20		160 251,70
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	3 253 788,35	814 000,00		4 067 788,35	4 021 842,53		45 945,82
TOTAL	4 331 541,50	3 132 034,30		7 463 575,80	5 536 184,53	465 848,00	1 461 543,27

B. DEPENSES DU FISE

Tableau 2

Ventilation, par programme, des dépenses au titre de la coopération pour les exercices 1981 et 1980

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	1981		1980		Variation par rapport à l'exercice précédent	
	Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage du total	Montant	Pourcentage
<u>Santé de l'enfant</u>						
Services de santé de base	49 129	22,5	57 839	23,0	(8 710)	(15,1)
Approvisionnement en eau/assainissement	<u>49 653</u>	<u>20,2</u>	<u>50 562</u>	<u>20,1</u>	(4 916)	(9,7)
Total, santé de l'enfant	94 782	43,4	108 408	43,1	(13 626)	(12,6)
<u>Nutrition de l'enfant</u>						
Alimentation des enfants	1 447	0,6	1 062	0,4	385	36,2
Production d'aliments de sevrage	1 172	0,5	3 076	1,2	(1 904)	(61,9)
Autres activités relatives à la nutrition	<u>11 451</u>	<u>5,3</u>	<u>14 561</u>	<u>2,8</u>	(3 116)	(21,4)
Total, nutrition de l'enfant	14 070	6,4	18 705	7,4	(4 635)	(24,8)
<u>Services sociaux en faveur de l'enfance</u>						
Enseignement scolaire	17 613	8,1	13 812	5,5	3 801	27,5
Enseignement extra-scolaire	23 819	10,9	25 951	10,3	(2 132)	(8,2)
Secours d'urgence	8 501	3,9	8 464	3,4	37	0,4
Opération de secours au Kampuchea	27 233	12,5	49 043	19,5	(21 810)	(44,5)
Autres secours d'urgence	<u>10 711</u>	<u>4,9</u>	<u>9 231</u>	<u>3,6</u>	1 480	16,0
Total, secours d'urgence	37 944	17,4	58 274	23,1	(20 330)	(34,9)
<u>Divers a/</u>	<u>21 523</u>	<u>9,9</u>	<u>18 101</u>	<u>7,2</u>	3 422	19,9
Programmes d'assistance, total partiel	218 252	100,0	251 715	100,0	(33 463)	(13,3)
Services d'appui aux programmes	45 200		38 405		6 795	17,7
TOTAL DE L'ASSISTANCE	<u>263 452</u>		<u>290 120</u>		<u>(26 668)</u>	<u>(9,2)</u>

a/ Cette assistance ne peut être ventilée entre les catégories ci-dessus.

Tableau 3

Tableau récapitulatif des dépenses de 1981 (par région et par type de programme)
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Afrique	Amériques	Asie orientale et Pakistan	Asie centrale du Sud	Méditerranée orientale	Europe et assistance inter-régionale	Total	Pourcentage
Santé de l'enfant	14 758	1 999	16 748	10 179	4 992	453	49 129	22,5
Approvisionnement en eau/assainissement	8 751	1 522	13 380	17 429	4 571	-	45 653	20,9
Nutrition de l'enfant	2 609	1 571	6 086	3 600	1 85	19	14 070	6,4
Services sociaux en faveur de l'enfance	3 780	2 883	4 673	4 937	1 224	116	17 613	8,1
Enseignement scolaire	6 705	680	8 330	4 718	3 380	6	23 819	10,9
Enseignement extra-scolaire	4 221	652	2 727	673	198	30	8 501	3,9
Secours d'urgence	10 555	90	27 080	55	50	114	37 944	17,4
Divers ^{a/}	<u>4 689</u>	<u>3 053</u>	<u>5 641</u>	<u>1 839</u>	<u>2 902</u>	<u>3 399</u>	<u>21 523</u>	<u>9,2</u>
Programmes d'assistance, total partiel	56 068	12 450	84 665	43 430	17 502	4 137	218 252	100,0
Services d'appui aux programmes	<u>12 038</u>	<u>5 138</u>	<u>9 059</u>	<u>5 549</u>	<u>6 063</u>	<u>7 353</u>	<u>45 200</u>	
Total de l'assistance	68 106	17 588	93 724	48 979	23 565	11 490	263 452	
Services administratifs							28 994	
Total des dépenses							<u>292 446</u>	

^{a/} Cette assistance ne peut être ventilée entre les catégories ci-dessus.

C. ENGAGEMENTS DU FISE

Tableau 4

Tableau récapitulatif des engagements fermes approuvés par le Conseil d'administration à ses sessions de janvier, mai et octobre 1981 (par région et par principaux domaines d'assistance)^{a/}
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Afrique	Amériques	Asie orientale et Pakistan	Asie centrale du Sud	Méditerranée orientale	Assistance inter-régionale	Total	Pourcentage
Santé de l'enfant	30 460	545	23 145	27 032	9 466	5 030	95 678	30,3
Approvisionnement en eau et assainissement	13 797	300	22 558	27 448	10 071	-	74 174	23,5
Nutrition de l'enfant	2 951	642	2 033	19 198	1 286	3 033	29 143	9,2
Services sociaux en faveur de l'enfance	8 714	1 197	1 015	8 060	805	-	19 791	6,3
Enseignement scolaire	8 908	172	9 005	3 532	5 341	368	27 326	8,6
Enseignement extra-scolaire	6 802	883	4 034	13 465	1 693	350	27 227	8,6
Divers b/	8 681	1 365	5 635	14 309	4 151	8 862	43 003	13,5
Programmes d'assistance, total partiel	80 313	5 104	67 425	113 044	32 813	17 643	316 342	100,0
Déficit (dépassements)	522	118	122	100	257	196	1 315	
Total de l'assistance au titre des programmes	80 835	5 222	67 547	113 144	33 070	17 839	317 657	
Budgets							176 026 c/	
Total des nouveaux engagements							493 683	
Economies (annulations)							(2 183)	
Augmentation des engagements (montant net)							491 500	

a/ Comprend des engagements d'un montant total de 10 650 000 dollars, approuvés par le Conseil à sa session extraordinaire de janvier 1981; les engagements approuvés par le Conseil à sa session de mai sont "fermes" (engagements correspondant aux sept huitièmes du montant total des engagements approuvés).

b/ Cette assistance ne peut être ventilée entre les catégories ci-dessus. Elle comprend un montant de 2 625 000 dollars pour le Fonds de réserve pour les secours d'urgence au titre des "projets interrégionaux".

c/ Représente le budget additionnel pour 1981 (5 064 000 dollars) approuvé par le Conseil à sa session de mai et le budget pour l'exercice biennal 1982-1983 (170 962 000 dollars) approuvé par le Conseil à sa session d'octobre.

Tableau 5

Engagements ayant pris effet en 1981 entre les sessions du Conseil d'administration (engagements imputés sur la masse commune des ressources et correspondant à des contributions à des fins spéciales reçues ou annoncées en 1981; ajustements et virements)

(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Afrique	Amériques	Asie orientale et Pakistan	Asie centrale du Sud	Méditer- ranée orientale	Assistance inter- régionale	Total	Pourcentage
Santé de l'enfant	6 459	532	705	896	1 010	533	10 135	14,9
Approvisionnement en eau/assainissement	6 640	337	3 606	1 582	7 943		20 108	29,7
Nutrition de l'enfant	2 701	2	1 757	93			4 553	6,7
Services sociaux en faveur de l'enfant	1 769	652	200	282	171		3 074	4,5
Enseignement scolaire	315	10	1 024	673	5 428		7 450	11,0
Enseignement extra-scolaire	1 404						1 404	2,1
Secours d'urgence (à l'exclusion de l'opération de secours au Kampuchea)	2 033		42			(248) <u>b/</u>	1 827	2,7
Opération de secours au Kampuchea			16 906				16 906	25,0
Divers <u>b/</u>	<u>308</u>	<u>12</u>			<u>1 909</u>		<u>2 289</u>	<u>3,4</u>
Total des engagements ayant pris effet en 1981 entre les sessions du Conseil d'administration	21 629	1 605	24 240	3 526	16 461	285	67 746	100,0
Ajustement d'engagements antérieurs							<u>(4 653) c/</u>	
Total (montant net)							<u>63 093</u>	

a/ Les fonds dont le prélèvement sur le Fonds de réserve du Directeur général pour les secours d'urgence a été autorisé en 1981 ont été répartis entre les régions.

b/ Cette assistance ne peut être ventilée entre les catégories ci-dessus.

c/ Y compris l'annulation d'économies de 3 409 220 dollars au titre des services d'appui aux programmes et de 1 243 953 dollars au titre des services administratifs.

Tableau 6

Etat récapitulatif des engagements approuvés en 1981 (par région et par type de programme)
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Asie orientale et Pakistan		Asie centrale du Sud		Méditerranée orientale		Assistance inter-régionale		Total	Pourcentage
	Afrique	Amériques								
Santé de l'enfant	36 919	1 077	23 850	27 928	10 476	5 563	105 813	27,5		
Approvisionnement en eau/assainissement	20 437	637	26 164	29 030	18 014	3 033	94 282	24,5		
Nutrition de l'enfant	5 652	644	3 790	19 291	1 286		33 696	8,8		
Services sociaux en faveur de l'enfance	10 483	1 849	1 215	8 342	976		22 865	6,0		
Enseignement scolaire	9 223	182	10 029	4 205	10 769	368	34 776	9,1		
Enseignement extra-scolaire	8 206	883	4 034	13 465	1 693	350	28 631	7,5		
Secours d'urgence (à l'exclusion de l'opération de secours au Kampuchea)	2 033	-	42	-	-	2 377	4 452	1,1		
Opération de secours au Kampuchea	-	-	16 906	-	-	-	16 906	4,4		
Divers ^{a/}	8 989	1 437	5 635	14 302	6 060	6 237	42 667	11,1		
Programmes d'assistance, total partiel	101 942	6 709	91 665	116 570	49 274	17 928	304 068	100,0		
Déficit	522	118	122	100	257	196	1 315			
Total de l'assistance au titre des programmes	102 464	6 827	91 787	116 670	49 531	18 124	305 403			
Budgets							176 026 ^{b/}			
Total des nouveaux engagements économiques (annulations) ^{c/}							561 429			
Augmentation des engagements (montant net)							(6 836) ^{c/}			
							554 593			

a/ Cette assistance ne peut être ventilée entre les catégories ci-dessus.

b/ Dont 170 962 000 dollars pour 1982-1983 et 5 064 000 dollars à titre de budget additionnel pour 1981.

c/ Y compris l'annulation d'économies de 2 182 747 dollars au titre de la coopération aux programmes, de 3 409 220 dollars au titre des services d'appui aux programmes et de 1 243 973 dollars au titre des services administratifs.

Deuxième partie

OPERATION CARTES DE VOEUX

AVANT-PROPOS

L'Opération cartes de voeux non seulement représente une importante source de recettes pour le FISE mais encore donne aux gens, dans de nombreux pays, l'occasion de participer directement à l'action des Nations Unies et de venir en aide à des millions d'enfants dans les pays en développement. Dans 39 pays, des artistes de renom ont apporté leur concours et des musées ont autorisé la reproduction d'oeuvres d'art pour la campagne de 1980. Comme les années précédentes, ce sont essentiellement les comités nationaux pour le FISE et d'autres groupements qui se sont chargés de la vente, et les frais de vente et de distribution sont demeurés réduits grâce à leur aide **généreuse et désintéressée**. Nous sommes **extrêmement reconnaissants** à tous ceux qui, par milliers, se sont **dévoués pour le succès de cette entreprise**.

Le Directeur général du Fonds des Nations Unies pour l'enfance,

(Signé) James P. GRANT

RESUME

Au total 117 millions de cartes de voeux, 478 000 calendriers, 347 000 articles de papeterie et autres articles ont été vendus au cours de la campagne de 1980 (1er mai 1980-30 avril 1981); ces ventes ont produit 47,2 millions de dollars de recettes brutes, soit une augmentation de 2,2 millions de dollars, ou 4,9 p. 100, par rapport à l'année précédente. Les dépenses d'exploitation se sont chiffrées à 19,5 millions de dollars, soit 2,1 millions de dollars, ou 12,1 p. 100, de plus que l'année précédente. L'excédent des recettes sur les dépenses, qui constitue le bénéfice net du FISE, a augmenté de 7,6 p. 100, passant de 17,1 millions de dollars pour la campagne de 1979 à 18,4 millions de dollars pour la campagne de 1980.

I. APERCU DE LA CAMPAGNE DE 1980

1er mai 1980-30 avril 1981

1. Les états financiers I et II permettent de comparer les résultats des campagnes de 1980 et de 1979. Dans le tableau 1, les résultats de la campagne de 1980 sont comparés aux prévisions approuvées en mai 1979 et aux chiffres effectifs de l'année précédente.

Ventes

2. Le produit brut des ventes de cartes, calendriers et autres articles s'est chiffré à 47,2 millions de dollars contre 45 millions de dollars en 1979, ce qui représente une augmentation de 4,9 p. 100. Le nombre des cartes vendues est passé de 113 millions en 1979 à 117 millions en 1980.

3. L'objectif pour le produit brut des ventes de 56,4 millions de dollars indiqué dans le projet de budget pour 1980 (E/ICEF/AB/L.213) n'a pas été entièrement atteint, en raison essentiellement de l'effet des fluctuations du taux de change des principales monnaies européennes par rapport au dollar des Etats-Unis. Les prévisions de recettes de 1980 avaient été calculées sur la base des taux de change en vigueur au 31 octobre 1979. Le tableau 2, qui récapitule l'effet de ces fluctuations de change, montre que si les taux de change étaient demeurés conformes aux prévisions, le produit brut des ventes aurait représenté 55,2 millions de dollars, soit 1,2 million de dollars de moins que l'objectif fixé de 56,4 millions de dollars.

4. Il ressort du tableau 3 que les ventes ont augmenté dans toutes les régions géographiques. L'augmentation la plus forte a été enregistrée en Asie (41,8 p. 100); viennent ensuite l'Afrique et la Méditerranée orientale (34,8 p. 100), l'Amérique centrale et l'Amérique du Sud (29,1 p. 100), le Pacifique du Sud-Ouest (26,7 p. 100), l'Amérique du Nord (4 p. 100) et l'Europe (0,1 p. 100).

5. Le tableau 4 indique les recettes brutes obtenues dans les principaux pays de vente, pour 1 000 habitants.

Dépenses d'exploitation

6. Comme il est indiqué au tableau 1, les dépenses pour la campagne de 1980 se sont élevées à 19,5 millions de dollars, ce qui représente 2 p. 100 de moins que le chiffre prévu de 19,9 millions de dollars. Le nombre des cartes vendues a été inférieur aux prévisions, bien que 6 millions de cartes de plus aient été imprimées. Les dépenses budgétaires ont représenté 41,3 p. 100 des recettes brutes, par rapport aux 35,3 p. 100 figurant dans les prévisions initiales. N'eût été l'effet exercé par les fluctuations monétaires sur le produit des ventes et les dépenses, elles auraient représenté 36 p. 100, ce qui correspond au pourcentage initialement prévu.

7. Les frais de vente et de distribution - fixes et variables - se sont élevés à 400 000 dollars, ce qui représente 6,1 p. 100 de moins que prévu. Les dépenses de production et d'administration ont été presque entièrement conformes aux prévisions. Comme le produit brut des ventes a été inférieur aux prévisions, essentiellement par suite des fluctuations des taux de change mentionnées plus haut, les trois catégories de dépenses ont représenté une proportion plus élevée du chiffre d'affaires brut qu'on ne l'avait initialement prévu. Les variations des taux de change se répercutent sur les dépenses libellées en dollars des Etats-Unis, mais comme ces dépenses sont pour la plupart effectuées au début de la campagne, et donc à une date proche de celle à laquelle sont établies les prévisions budgétaires, cet effet est moins sensible que celui exercé sur les recettes dont le montant est perçu au bout de plus d'un an.

Excédent des recettes sur les dépenses

8. En 1980, les recettes nettes se sont élevées à 18,4 millions de dollars, c'est-à-dire qu'elles ont représenté 1,3 million de plus qu'en 1979 mais 4,2 millions de moins que le chiffre prévu. Aux taux de change figurant dans les prévisions initiales, les recettes nettes auraient représenté 24,1 millions de dollars (dernière ligne du tableau 2), c'est-à-dire 1,5 million de dollars de plus que le budget approuvé. L'excédent des recettes sur les dépenses (18,4 millions de dollars) a représenté 38,9 p. 100 du chiffre d'affaires brut, contre 37,9 p. 100 en 1979 et 40,1 p. 100 selon les prévisions budgétaires pour 1980. Aux taux de change figurant dans les prévisions initiales, le pourcentage du chiffre d'affaires brut pour 1980 aurait été de 43,7 p. 100.

Autres recettes

9. Les recettes accessoires ont été portées à 3 millions de dollars en 1980. Sont inclus dans ce montant 1,6 million de dollars pour les ajustements de change sur les sommes à recevoir au titre de campagnes d'exercices antérieurs et 0,7 million de dollars correspondant aux bénéfices réalisés grâce au programme de vente de cabas.

Production de matériel publicitaire

10. Au cours de la campagne de 1980, une somme de 2,4 millions de dollars a été consacrée à la production de matériel publicitaire destiné aux comités nationaux pour le FISE et à d'autres points de vente. Sur cette somme, 1,8 million de dollars ont été affectés à la production de 14 millions de brochures et de 17 millions de dépliants, feuillets publicitaires et prospectus. Les 600 000 dollars restants ont été consacrés à la production de bannières et d'affiches pour les centres de vente, de films pour la télévision, de flashes radiophoniques, de papillons autocollants, de listes promotionnelles et autres matériels et articles publicitaires (état III).

Composition

11. Cent quatre-vingt dix-huit artistes et musées de 39 pays ont autorisé la reproduction des compositions qui ont servi à illustrer les calendriers (58) et les cartes (141). Grâce à leur générosité, les compositions sont, cette année encore, de grande qualité.

Tableau 1

Tableau récapitulatif de l'Opération cartes de voeux
(Les dépenses, variables et fixes, sont ventilées par fonction)

Description	Campagne de 1980		Campagne de 1980		Campagne de 1979		Pourcentage d'augmentation (diminution) entre les chiffres effectifs et les prévisions approuvées pour 1980	Pourcentage d'augmentation (diminution) en 1980 par rapport à 1979
	Prévisions approuvées	129 millions	Chiffres effectifs	117 millions	Chiffres effectifs	113 millions		
Cartes de voeux vendues							(9,3)	3,5
	Millions de dollars E.-U.	Pourcentage des recettes brutes	Millions de dollars E.-U.	Pourcentage des recettes brutes	Millions de dollars E.-U.	Pourcentage des recettes brutes		
Recettes brutes provenant des ventes	56,4	100,0	47,2	100,0	45,0	100,0	(16,3)	4,9
<u>A déduire :</u>								
Commissions, droits et taxes	14,4	25,5	12,3	26,2	11,2	26,5	(14,0)	3,4
Recettes nettes provenant des ventes	42,0	74,5	34,9	73,8	33,1	73,5	(17,1)	5,4
<u>A déduire :</u>								
Frais de vente et de distribution	6,6	11,7	6,2	13,1	5,7	12,6	(6,1)	8,8
Frais de production	10,6	18,8	10,6	22,5	9,2	20,4	-	15,2
Dépenses d'administration	2,7	4,8	2,7	5,7	2,5	5,6	-	8,0
Total des dépenses d'exploitation	19,9	35,3	19,5	41,3	17,4	38,6	(2,0)	12,1
Revenu d'exploitation	22,1	39,2	15,4	32,5	15,7	34,9	(30,6)	(1,9)
<u>A ajouter :</u>								
Autres recettes	0,2	0,2	3,0	6,4	1,4	3,0	500,0	114,3
Excédent des recettes sur les dépenses	22,6	40,1	18,4	38,9	17,1	37,9	(18,9)	7,6

Tableau 2

Récapitulation des résultats de la campagne de 1980 et comparaison avec les résultats ajustés sur la base des taux de change initialement prévus et avec le budget approuvé

(En dollars des Etats-Unis)

	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
	Résultats (effectifs) de la campagne de 1980	Résultats de la campagne de 1980 (ajustés sur la base des taux de change initialement prévus)	Zcart dû aux variations des taux de change (1) - (2)	Budget approuvé de 1980	Zcart budgétaire (2) - (4)
1. <u>Total des recettes brutes provenant des ventes</u>	47 246 101	55 196 660	(7 950 479)	56 426 000	(1 229 340)
2. <u>A déduire :</u>					
Remises consenties aux consignataires et taxes	<u>12 360 473</u>	<u>14 293 035</u>	<u>(1 932 562)</u>	<u>14 402 000</u>	<u>(108 965)</u>
3. Recettes brutes moins remises consenties et taxes	34 885 708	40 903 625	(6 017 917)	42 024 000	(1 120 375)
4. <u>Dépenses</u>	<u>19 523 327</u>	<u>19 888 360</u>	<u>(365 033)</u>	<u>19 972 500</u>	<u>(84 140)</u>
5. Revenu d'exploitation	15 362 381	21 015 265	(5 652 884)	22 051 500	(1 036 235)
6. Recettes provenant des contributions du personnel et recettes accessoires diverses	2 344 808	2 373 633	(28 825)	210 000	2 163 633
7. Recettes obtenues grâce au programme de vente de cabas	<u>700 971</u>	<u>735 729</u>	<u>(34 758)</u>	<u>320 000</u>	<u>415 729</u>
Recettes nettes	<u>18 408 160</u>	<u>24 124 627</u>	<u>(5 716 467)</u>	<u>22 581 500</u>	<u>1 543 127</u>

Tableau 3

Recettes brutes provenant des ventes de 1980 et nombre de cartes vendues et chiffres comparatifs pour 1979 (par régions et principaux pays de vente)
(En milliers de dollars des Etats-Unis)

	Campagne de 1980		Campagne de 1979		Pourcentage d'augmentation (diminution) en 1980 par rapport à 1979	Nombre de cartes vendues (En milliers)	
	Montant total des recettes brutes	Pourcentage des recettes totales	Montant total des recettes brutes	Pourcentage des recettes totales		Campagne de 1980	Campagne de 1979
<u>Europe</u>	7 629	16,1	8 017	17,8	(4,8)	12 955	12 498
Allemagne, République fédérale d'	5 929	12,5	4 894	10,9	21,1	11 203	10 168
France	2 448	5,2	2 456	5,5	(0,3)	3 786	3 623
Suisse	1 703	3,8	1 887	4,2	(9,8)	3 391	3 088
Pays-Bas	1 583	3,3	1 590	3,5	(0,4)	6 475	7 172
Espagne	1 559	3,3	1 188	2,6	31,2	2 667	2 578
Finlande	1 408	3,0	1 559	3,5	(9,7)	3 026	3 290
Suède	-	-	1 317	2,9	-	-	2 908
Union des Républiques socialistes soviétiques	1 205	2,6	1 244	2,8	(3,1)	1 940	2 052
Belgique	1 069	2,2	1 089	2,4	(1,8)	1 813	2 117
Norvège	999	2,1	1 046	2,3	(4,5)	2 807	3 016
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	857	1,8	590	1,3	45,3	3 941	2 958
Italie	838	1,7	1 002	2,2	(16,4)	1 749	1 926
Danemark	653	1,4	169	0,4	286,4	1 002	1 024
Pologne	604	1,3	561	1,2	7,7	1 244	1 287
Autriche	475	1,0	645	1,4	(26,4)	481	1 666
Hongrie	323	0,7	254	0,6	27,2	784	698
Grèce	313	0,7	297	0,7	5,4	1 765	1 251
Yougoslavie	308	0,6	47	0,1	555,3	981	107
Tchécoslovaquie	200	0,4	324	0,7	(38,3)	740	870
Bulgarie	128	0,3	61	0,1	109,8	1 149	700
Turquie	104	0,2	109	0,3	(4,6)	190	218
Luxembourg	292	0,6	261	0,6	11,9	965	900
Autres pays	30 627	64,8	30 607	68,0	0,1	64 654	66 075

Tableau 3 (fin)

	Campagne de 1980		Campagne de 1979		Pourcentage d'augmentation (diminution) en 1980 par rapport à 1979	Nombre de cartes vendues	
	Montant total des recettes brutes	Pourcentage des recettes totales	Montant total des recettes brutes	Pourcentage des recettes totales		Campagne de 1980	Campagne de 1979
Amérique du Nord							
États-Unis d'Amérique	6 774	14,3	6 730	15,0	0,7	21 668	20 155
Canada	2 033	4,3	1 734	3,8	17,2	6 138	5 811
	8 807	18,6	8 464	18,8	4,0	27 806	25 966
Amérique centrale et Amérique du Sud							
Breuil	2 694	5,7	2 100	4,7	28,3	8 990	8 359
Chili	435	0,9	311	0,7	39,9	1 039	944
Argentine	377	0,8	367	0,8	2,7	1 233	1 186
Colombie	299	0,6	251	0,6	19,1	888	696
Mexique	237	0,5	160	0,4	48,1	530	431
Uruguay	197	0,4	153	0,3	28,8	521	440
Pérou	143	0,3	109	0,2	31,2	518	420
Autres pays	424	1,0	273	0,6	55,3	1 207	803
	4 806	10,2	3 724	8,3	29,1	14 926	13 269
Asie							
Inde	654	1,4	443	1,0	47,6	2 874	1 936
Japon	146	0,3	135	0,3	6,1	252	294
Autres pays	412	0,9	277	0,6	48,7	1 495	1 083
	1 212	2,6	855	1,9	41,8	4 621	3 313
Pacifique du Sud-Ouest							
Australie	763	1,6	573	1,3	33,2	2 268	1 884
Nouvelle-Zélande	155	0,4	140	0,3	10,7	660	561
Autres pays	8	-	18	-	(55,6)	25	49
	926	2,0	731	1,6	26,7	2 953	2 494
Afrique et Méditerranée orientale							
	868	1,8	644	1,4	34,8	1 905	1 495
Total	47 246	100,0	45 025	100,0	4,9	116 805	112 612

Tableau 4

Recettes brutes dans les principaux pays de vente a/ par rapport au
chiffre de la population : chiffres de la campagne de 1980 et chiffres
comparatifs de la campagne de 1979

(En dollars des Etats-Unis)

Pays	Recettes brutes provenant des ventes (pour 1 000 habitants)	
	1980	1979
Suisse	384,30	387,99
Finlande	326,15	232,03
Luxembourg	288,88	302,78
Norvège	261,37	267,57
Suède	169,43	188,06
Danemark	163,67	195,78
Allemagne, République fédérale d'	123,93	130,70
Belgique	122,21	126,29
Pays-Bas	120,43	134,50
France	110,39	91,52
Canada	84,92	73,15
Autriche	80,43	74,70
Uruguay	67,93	53,15
Australie	52,19	39,74
Nouvelle-Zélande	50,00	45,16
Hongrie	44,35	60,28
Espagne	42,29	47,76
Chili	39,20	28,48
Grèce	33,65	26,91
Etats-Unis d'Amérique	29,76	30,51
Bulgarie	22,57	36,20
Brsil	21,90	17,70
Pologne	18,35	4,75
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	17,87	18,73
Italie	15,02	10,37
Yougoslavie	14,01	13,40
Argentine	13,93	13,73
Colombie	10,86	9,12

a/ Pays où, pour la campagne de 1980, les recettes brutes provenant des ventes ont dépassé 10 dollars pour 1 000 habitants et où le chiffre total desdites recettes a été supérieur à 50 000 dollars.

II. ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE TERMINE LE 30 AVRIL 1981

ETAT I

Etat comparatif des recettes et des dépenses de la campagne terminée le 30 avril 1981
(En dollars des Etats-Unis)

	Campagne de 1980		Campagne de 1979	
	Du 1er mai 1980 au 30 avril 1981	Du 1er mai 1979 au 30 avril 1980		
<u>Ventes</u>				
Cartes de vœux	41 259 991,41		39 420 166,52	
Calendriers	2 588 729,72		3 242 910,91	
Matériel éducatif	1 569 454,58		1 124 025,36	
Papeterie	1 828 006,43		1 237 987,75	
	<u>47 246 182,14</u>		<u>45 025 090,54</u>	
<u>A déduire :</u>				
Commissions consenties	11 741 858,81	11 265 589,64	11 917 517,34	33 107 573,20
Droits et taxes	<u>618 614,00</u>	<u>34 885 709,33</u>	<u>651 927,70</u>	<u>2 906 257,82</u>
Frais de vente et de distribution (variables)	3 282 058,41	11 728 669,54	7 305 407,02	10 211 664,84
Frais de production (variables)	8 446 611,13			
Bénéfice brut réalisé sur les ventes		23 157 039,79		22 895 908,36
<u>A déduire :</u>				
<u>Dépenses diverses</u>				
Dépenses de personnel (fixes)	4 878 724,94	7 794 658,04	4 623 321,29	7 193 649,44
Dépenses diverses (fixes)	<u>2 915 933,10</u>	<u>15 362 381,75</u>	<u>2 570 328,15</u>	<u>15 702 258,92</u>
<u>Revenu d'exploitation net</u>				
<u>A ajouter :</u>				
Recettes diverses	3 045 778,33	18 408 160,08	1 348 629,83	17 050 888,75
<u>Excédent des recettes sur les dépenses</u>				

L'état III et les notes 1 à 7 ci-après font partie intégrante du présent état et il convient de s'y reporter.

CERTIFIE EXACT :

Le Contrôleur,

(Signé) Giovanni CAVAGLIA

APPROUVE :

Le Directeur général,

(Signé) James P. GRAFF

ETAT II

Etat comparatif de l'actif et du passif au 30 avril 1981

(En dollars des Etats-Unis)

	Campagne de 1980	Campagne de 1979	Augmentation (diminution)
Actif			
Encaisse et disponible en banque	349 190,00	230 895,76	118 294,24
Sommes à recevoir, avance et dépôts	19 254 816,52	25 704 048,33	(6 449 231,81)
Stocks	9 898 011,53	7 698 433,47	2 199 578,06
Dépenses payées d'avance (campagnes futures)	2 807 094,78	2 179 354,36	627 740,42
	<u>32 309 112,83</u>	<u>35 812 731,92</u>	<u>(3 503 619,09)</u>
Passif			
Sommes à payer et autres engagements non réglés	3 451 921,24	1 548 385,29	1 903 535,95
Compte interservice du FISE	10 317 338,25	17 151 392,98	(6 834 054,73)
Recettes comptabilisées d'avance (campagnes futures)	131 693,26	62 064,90	69 628,36
	<u>13 900 952,75</u>	<u>18 761 843,17</u>	<u>(4 860 890,42)</u>
<u>Excédent de l'actif sur le passif</u>	<u>18 408 160,08</u>	<u>17 050 888,75</u>	<u>1 357 271,33</u>

L'état III et les notes 1 à 7 ci-après font partie intégrante du présent état et il convient de s'y reporter.

CERTIFIE EXACT :

Le Contrôleur,
(Signé) Giovanni CAVAGLIA

APPROUVE :

Le Directeur général,
(Signé) James P. CRAWF

EMAT III

Dépenses autorisées et dépenses engagées pour l'exercice terminé le 30 avril 1981
et soldes inutilisés à cette date
 (En dollars des Etats-Unis)

	Dépenses autorisées			Dépenses engagées		
	Montants initiaux	Révisions approuvées	Montants révisés	Engagements réglés et non réglés	Soldes inutilisés	
<u>Chapitre premier : Dépenses de personnel (fixes)</u>						
Postes permanents	3 726 600,00	(223 700,00)	3 502 900,00	3 320 347,30	182 552,70	
Personnel engagé pour des périodes de courte durée : administrateurs	209 200,00	(48 700,00)	160 500,00	83 756,85	76 743,15	
Personnel engagé pour des périodes de courte durée : agents des services généraux	511 400,00	185 300,00	696 700,00	692 523,18	4 176,82	
Heures supplémentaires	31 000,00	18 500,00	49 500,00	49 244,03	255,97	
Frais de voyage, frais de déménagement et indemnités d'installation	28 000,00	(10 000,00)	18 000,00	8 437,46	9 562,54	
Indemnités versées à la cessation de service et prime de rapatriement	57 500,00	400,00	57 900,00	55 134,80	2 765,20	
Cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel	540 400,00	(36 300,00)	504 100,00	479 376,95	24 723,05	
Indemnités pour charges de famille et indemnités pour frais d'études	86 100,00	10 700,00	96 800,00	92 354,38	4 445,62	
Indemnisation	5 000,00	(1 000,00)	4 000,00	12,15	3 987,85	
Frais de voyage à l'occasion du congé dans les foyers	29 200,00	(13 500,00)	15 700,00	11 993,16	3 706,84	
Formation du personnel	32 600,00	(7 600,00)	25 000,00	18 013,07	6 986,93	
Bien-être du personnel	8 400,00	(2 300,00)	6 100,00	5 347,60	752,40	
Cotisations à l'assurance maladie et versements connexes	87 100,00	(19 400,00)	67 700,00	62 184,01	5 515,99	
Total, chapitre premier	5 352 500,00	(147 600,00)	5 204 900,00	4 878 724,94	326 175,06	

Chapitre 2 : Autres dépenses fixes

Frais de voyage du personnel en mission	241 700,00	(14 000,00)	227 700,00	211 908,11	15 791,89
Communications	175 500,00	(4 500,00)	171 000,00	166 965,98	4 034,02
Réception des marchandises	113 700,00	66 400,00	180 100,00	174 728,24	5 371,76
Transport de marchandises - divers	31 000,00	(10 500,00)	20 500,00	17 896,26	2 603,74
Location et entretien des locaux et entreposage	926 500,00	9 100,00	935 600,00	904 380,44	31 219,56
Fournitures de bureau	82 200,00	7 500,00	89 700,00	89 065,62	634,38
Location et entretien de machines de bureau et machines comptables	40 700,00	(1 000,00)	39 700,00	37 522,07	2 177,93
Services informatiques	404 000,00	(72 200,00)	331 800,00	331 612,69	187,31
Conférences et liaison	109 500,00	7 600,00	117 100,00	112 301,79	4 798,21
Matériel de production et de distribution	248 800,00	(16 400,00)	232 400,00	225 861,40	6 538,60
Vérification extérieure des comptes	45 000,00	15 000,00	60 000,00	60 000,00	-

ETAT III (suite)

	Dépenses autorisées			Dépenses engagées	
	Montants initiaux	Prévisions approuvées	Montants révisés	Engagements réglés et non réglés	Soldes inutilisés
Fouritures et services divers	92 800,00	1 200,00	94 000,00	84 695,93	9 304,07
Dépenses de représentation	15 600,00	(9 400,00)	6 200,00	6 024,74	175,26
Mobilier et machines de bureau	62 800,00	(5 800,00)	57 000,00	55 433,22	1 566,78
Montant versé au FISE pour ses services	426 500,00	11 300,00	437 800,00	437 536,61	263,39
Total, chapitre 2	3 016 300,00	(15 700,00)	3 000 600,00	2 915 933,10	84 666,90
<u>Chapitre 3 : Frais de production (variables)</u>					
Cartes de vœux	6 806 000,00	(179 500,00)	6 626 500,00	6 620 227,67	6 272,33
Calendriers	508 000,00	6 700,00	914 700,00	911 263,45	3 436,55
Matériel éducatif	308 000,00	107 100,00	415 100,00	413 042,85	2 057,15
Papeterie	369 000,00	141 500,00	510 500,00	502 077,16	8 422,84
Total, chapitre 3	8 391 000,00	75 800,00	8 466 800,00	8 446 611,13	20 188,87
<u>Chapitre 4 : Promotion et ventes (frais variables)</u>					
Transport des produits finis	835 200,00	19 000,00	854 200,00	846 766,47	7 433,53
Impression des brochures	1 643 000,00	119 500,00	1 762 500,00	1 760 982,92	1 517,08
Matériel et services divers	734 500,00	(51 000,00)	683 500,00	674 309,02	9 190,98
Total, chapitre 4	3 212 700,00	87 500,00	3 300 200,00	3 282 058,41	18 141,59
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION	19 972 500,00	0	19 972 500,00	19 523 327,58	449 172,42

NOTES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS

1. Le rapport financier pour la campagne de 1980 comprend un état de l'actif et du passif de l'Opération cartes de voeux (état II). Dans les livres du FISE, les comptes de l'actif et du passif de l'Opération cartes de voeux sont consolidés au moment de la clôture périodique des comptes.
2. Les sommes à recevoir au 30 avril 1981 se chiffraient à un total de 19 254 817 dollars, contre 25 704 048 dollars au 30 avril 1980. Sur le total de 19 254 817 dollars, les sommes à recevoir des comités nationaux pour le FISE s'élevaient à 16 382 743 dollars et les sommes à recevoir des institutions spécialisées des Nations Unies à 2 074 493 dollars. Les diverses sommes accessoires à recevoir s'élevaient à 797 581 dollars. Les accords passés avec la plupart des comités nationaux prévoyant le versement du produit des ventes avant le 31 août de chaque exercice, le solde non réglé ne s'élevait plus qu'à 1 640 637 dollars au 31 octobre 1981 du fait des sommes reçues des comités.
3. La valeur (prix d'achat) du matériel de production et de distribution utilisé au siège était de 282 282 dollars. Cette valeur n'a pas été inscrite dans les comptes comme un élément d'actif, le coût du matériel ayant été comptabilisé comme dépenses d'exploitation dans les budgets de l'exercice en cours et de l'exercice précédent. Le coût d'autre matériel non consommable (mobilier, machines de bureau, etc.) encore utilisé au siège mais dont la valeur n'était pas enregistrée dans les comptes en tant qu'élément d'actif s'élevait à 222 132 dollars.
4. Durant la campagne de 1980, environ 8 millions de cartes finies et 14,5 millions de cartes non finies des années précédentes, considérées comme invendables, ont été vendues au poids du papier ou données à des organisations agréées. Au 30 avril 1981, le total des stocks de cartes de 1980 et de cartes des années précédentes représentait 80,7 millions de cartes finies et 46,5 millions de cartes non finies.
5. Les matières premières et les articles en cours de fabrication ont été évalués respectivement à 3 931 059 dollars et 4 950 102 dollars, au prix coûtant. Le stock d'articles finis a été évalué à 1 016 851 dollars, représentant le coût de production de cartes de 1980 et d'autres articles en stock au 30 avril 1981 et devant être mis en vente durant la campagne de 1981.
6. Les dépenses prépayées concernant les campagnes à venir comprennent également les charges différées au titre des chapitres 3 et 4 du budget dont le montant s'élève à 952 088 dollars, ainsi que l'avaient recommandé les commissaires aux comptes de l'ONU dans leur rapport sur les comptes de l'Opération cartes de voeux pour la campagne de 1979 4/.
7. A sa session de mai 1980, le Conseil d'administration a approuvé des prévisions de dépenses d'un montant de 19 817 500 dollars pour la campagne de 1980 (E/ICEF/AB/L.213). Le Conseil d'administration a également approuvé un montant de 74 000 dollars au titre du nouveau barème des traitements (E/ICEF/AB/L.213/Amend.1) et un montant de 81 000 dollars pour couvrir les incidences financières de l'étude relative au classement des emplois (E/ICEF/AR/L.215). Le projet de budget initial s'élève donc à 19 972 500 dollars.

RECAPITULATION DE PRINCIPES COMPTABLES IMPORTANTS

L'Opération cartes de voeux suit la politique comptable du FISE, sauf en ce qui concerne les principes suivants, qui s'appliquent à elle exclusivement :

- a) L'exercice de l'Opération va du 1er mai au 30 avril.
- b) Les invendus pouvant dans la plupart des cas être retournés, les recettes ne sont comptabilisées comme telles que lorsque les comités nationaux et autres points de vente font connaître le montant effectif de leurs ventes. Le nombre de cartes, calendriers et autres articles envoyés aux points de vente et le nombre d'invendus retournés par lesdits points sont consignés dans des comptes distincts relatifs au stock, que l'on apure une fois par an au regard des comptes relatifs aux ventes effectives et au produit de ces ventes.
- c) Le coût des matières premières nécessaires à la production (papier, enveloppes, boîtes, etc.) est imputé sur un compte de stock au moment de l'achat. Le coût du matériel utilisé est imputé sur un compte du budget au moment où ledit matériel entre dans le circuit de la production. Les liquidations de stock sont comptabilisées sur la base du coût moyen.
- d) Seuls les produits finis disponibles à la clôture de l'exercice mais à mettre en vente au cours de l'année suivante sont évalués au coût de production; il n'est pas donné de valeur comptable aux autres. Le stock de matières premières (papier, enveloppes, boîtes, etc.) est évalué au coût d'achat moyen. Les articles en cours de fabrication destinés à la vente lors de campagnes ultérieures sont évalués au coût de production.

TABLEAUX RELATIFS AUX ETATS FINANCIERS

TABLEAU 1

Tableau comparatif des recettes brutes, du revenu d'exploitation net et de l'excédent des recettes sur les dépenses

	Campagne de 1980		Campagne de 1979	
	Montant	Pourcentage des recettes brutes	Montant	Pourcentage des recettes brutes
	(Dollars E.-U.)		(Dollars E.-U.)	
<u>Recettes brutes</u>	47 246 182	100,0	45 025 090	100,0
<u>Commissions, droits et taxes</u>	12 360 473	26,2	11 917 517	26,5
	34 885 709	73,8	33 107 573	73,5
<u>A déduire :</u>				
Frais de promotion des ventes et de production (variables)	11 728 669	24,8	10 211 665	22,7
<u>Bénéfice brut sur les ventes</u>	23 157 040	49,0	22 895 908	50,8
<u>A déduire :</u>				
Dépenses de personnel et autres dépenses fixes	7 794 658	16,5	7 193 649	15,9
<u>Revenu d'exploitation net</u>	15 362 382	32,5	15 702 259	34,9
<u>Recettes (et dépenses) diverses</u>	3 045 778	6,4	1 348 630	3,0
<u>Excédent des recettes sur les dépenses</u>	18 408 160	38,9	17 050 889	37,9

TABLEAU 2

Autres recettes de la campagne de 1980 et chiffres
comparatifs de la campagne de 1979

	Campagne de 1980	Campagne de 1979	Augmentation (diminution)
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Contributions du personnel	595 785,17	600 163,48	(4 377,31)
Ajustements de change (montant net)	1 592 411,66	(63 332,10)	1 655 743,76
Dons et contributions pour l'affranchissement des envois	87 461,49	75 957,56	11 503,93
Remises consenties par les vendeurs sur le prix du matériel acheté	72 357,56	58 451,39	13 906,17
Ajustement des sommes à payer se rapportant au budget de l'exercice précédent	33 963,27	(5 704,93)	39 668,20
Pertes subies lors de la vente ou de la destruction de matériel d'emballage usagé	(88 181,67)	(45 539,61)	(42 642,06)
Pertes encourues lors des opérations de l'atelier d'imprimerie	(34 769,98)	(68 987,89)	34 217,91
Bénéfices réalisés grâce au programme de vente de cabas	700 971,01	824 656,26	(123 685,25)
Bénéfices réalisés grâce au programme de vente de timbres et de médailles	20 874,63	-	20 874,63
Autres recettes accessoires (montant net)	64 904,19	(27 034,33)	91 938,52
	<u>3 045 778,33</u>	<u>1 348 629,83</u>	<u>1 697 148,50</u>

TABLEAU 3

Stocks au 30 avril 1981 et chiffres comparatifs de l'exercice précédent
(En dollars des Etats-Unis)

	30 avril 1981	30 avril 1980	Augmentation (diminution)
<u>Stock (au prix coûtant)</u>			
<u>Matières premières (papier, enveloppes, boîtes, etc.)</u>			
Cartes de voeux et papeterie	2 975 756,55	2 418 579,27	
Calendriers	181 126,01	166 469,92	
Matériel de promotion des ventes et matériel éducatif	<u>774 175,96</u>	<u>578 848,57</u>	767 160,76
<u>Articles en cours de fabrication et produits finis (campagne en cours)</u>			
Cartes de voeux	183 662,48	241 216,74	
Calendriers	203 586,68	61 002,73	
Matériel éducatif	369 767,80	61 686,62	
Papeterie	<u>259 833,31</u>	<u>366 085,50</u>	286 859,18
<u>Articles en cours de fabrication (campagnes ultérieures)</u>			
Cartes de voeux	4 027 686,06	2 869 362,27	
Calendriers	631 178,13	621 065,64	
Matériel éducatif	17 374,79	46 637,23	
Papeterie	<u>273 863,26</u>	<u>267 478,98</u>	1 145 558,12
Total	<u>9 398 011,53</u>	<u>7 698 433,47</u>	<u>2 199 578,06</u>

TABLEAU 4

Mouvement des stocks de cartes finies : campagne de 1980

(En millions de cartes)

	Campagne de 1980	Campagne de 1979
Stock à l'ouverture de la campagne	69,2	55,9
<u>A ajouter :</u>		
Cartes en boîtes mises en vente et cartes envoyées à des points de vente non pliées	150,6	143,8
	<u>219,8</u>	<u>199,7</u>
<u>A déduire :</u>		
1) Cartes vendues	116,8 a/	112,6 a/
2) Cartes désassemblées	12,1	11,2
3) Cartes détruites, perdues ou utilisées comme échantillons	10,2 b/	6,7
Stock à la clôture de la campagne	<u>80,7</u>	<u>69,2</u>

a/ Dont 9,7 millions de cartes d'années précédentes mises en boîte pendant la campagne de 1980 et 15 millions pendant la campagne de 1979.

b/ Dont 8 millions de vieilles cartes devenues invendables et qui ont été détruites ou données. Le reste (2,2 millions) correspond à des cartes perdues lors du transport ou aux points de vente ou utilisées comme échantillons, ou résulte d'ajustements opérés après que les cartes eurent été effectivement comptées.

Notes

1/ Ces chiffres tiennent compte d'une baisse de 6 p. 100 de l'indice annuel de la valeur unitaire pour les exportations de produits manufacturés publié dans le Bulletin mensuel de statistiques de l'Organisation des Nations Unies (utilisé comme indicateur des prix payés par le FISE).

2/ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Supplément No 5 B (A/36/5/Add.2), première partie, sect. II

3/ Ibid., sect. V, par. 7.

4/ Ibid., première partie, sect. II.